

Commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur le traitement des abus sexuels commis au sein et en dehors de l'Église, y compris sur leur traitement judiciaire, et sur leurs conséquences actuelles pour les victimes et pour la société

du

LUNDI 22 JANVIER 2024

Matin

Parlementaire onderzoekscommissie belast met het onderzoek naar de aanpak van seksueel misbruik, in de Kerk en daarbuiten, met inbegrip van de gerechtelijke behandeling, en de gevolgen op vandaag voor slachtoffers en samenleving

van

MAANDAG 22 JANUARI 2024

Voormiddag

De openbare commissievergadering wordt geopend om 12.49 uur en voorgezeten door Mevrouw Sophie De Wit.

La réunion publique de commission est ouverte à 12 h 49 et présidée par Mme Sophie De Wit.

**Audition dans le cadre du volet "Approche en chaîne".**

**Audition de:**

- Mme Claire Cervello, inspectrice principale, zone de police Bruxelles Capitale Ixelles, responsable de la cellule EVA (Emergency Victim Assistance);

- Mme Valerie Swennen, inspectrice principale de police, coordinatrice de "Veilig Thuis" Anvers;

- M. Pierre Monville, avocat et représentant de "Lawyers Victim Assistance"

- M. Josselin Tricou, maître-assistant en sociologie à l'Université de Lausanne (UNIL).

**Hoorzitting in het kader van het luik "Ketenaanpak".**

**Hoorzitting met:**

- mevrouw Claire Cervello, hoofdinspecteur, politiezone Brussel Hoofdstad Elsene, verantwoordelijke voor de cel EVA (Emergency Victim Assistance);

- mevrouw Valerie Swennen, hoofdinspecteur van politie, coordinatrice van "Veilig Thuis" Antwerpen;

- de heer Pierre Monville, advocaat en vertegenwoordiger van "Lawyers Victim Assistance";

- de heer Josselin Tricou, docent sociologie aan de Universiteit van Lausanne (UNIL).

De **voorzitster**: Goedemiddag iedereen en welkom aan onze gasten. Onze collega Ben Segers is afwezig door ziekte.

Bonjour à nos invités. Nous allons commencer par les prestations de serment. Je vais en lire le texte dans les deux langues. Je commencerai en français avec M. Tricou, Mme Cervello et M. Monville.

Vervolgens lees ik de eed opnieuw in het Nederlands voor de eedaflegging van mevrouw Swennen.

Monsieur Josselin Tricou, madame Claire Cervello et monsieur Pierre Monville, je vous rappelle qu'en vertu de l'article 4, § 1, de la loi du 3 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, telle que modifiée par la loi du 30 juin 1996, la commission d'enquête peut prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code d'instruction criminelle. Elle peut notamment entendre les témoins sous serment.

Avant de vous inviter à prêter serment, je tiens à attirer votre attention sur le dernier alinéa de l'article 8 de la loi précitée, suivant lequel tout témoin qui, en faisant une déclaration conforme à la vérité, pourrait s'exposer à des poursuites pénales, peut refuser de témoigner (cf. également l'article 14, 3, g, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966, ratifié par la loi du 15 mai 1981). Cela signifie qu'un témoin a le droit de se taire lorsqu'il pense que sa déclaration publique pourrait être ultérieurement utilisée contre lui dans une procédure pénale.

Je vous rappelle en outre que, suivant l'article 9 de cette même loi, tout coupable de faux témoignage sera puni d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et privé de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Enfin, je vous rappelle que, suivant l'article 3 de la loi précitée, le secret de vos déclarations n'est pas garanti, sauf s'il s'agit de déclarations faites lors d'une réunion à huis clos et pour laquelle la commission s'est engagée explicitement à respecter le secret. De plus, chaque document que vous remettiez à la commission est susceptible d'être révélé.

Après ces précisions, je vous invite à prêter serment en levant la main et en prononçant la formule suivante: "Je jure de dire toute la vérité et rien que la vérité".

*M. Josselin Tricou prête serment.*

*Mme Claire Cervello prête serment.*

*M. Pierre Monville prête serment.*

Mevrouw Valerie Swennen, ik herinner u eraan dat conform artikel 4, § 1, van de wet van 3 mei 1880 op het parlementair onderzoek, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1996, de onderzoekscommissie alle in het Wetboek van strafvordering omschreven onderzoeksmaatregelen kan nemen. Ze kan onder meer getuigen onder ede horen.

Alvorens u te vragen de eed af te leggen, wens ik de aandacht te vestigen op het laatste lid van artikel 8 van bovenvermelde wet, volgens hetwelk iedere getuige kan aanvoeren dat hij, door naar waarheid een verklaring af te leggen, zich zou kunnen blootstellen aan strafvervolging en derhalve getuigenis weigeren (zie ook artikel 14, 3, g, van het internationaal verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 19 december 1966, bekrachtigd bij de wet van 15 mei 1981). Dat betekent dat u het recht heeft om te zwijgen wanneer u meent dat uw publieke verklaring later tegen u zou kunnen worden gebruikt in een strafvordering.

Ik wil er vervolgens nog de nadruk op leggen dat u, krachtens artikel 9 van dezelfde wet, voor valse getuigenis kan worden gestraft met een gevangenisstraf van twee maanden tot drie jaar en u voor een termijn van ten minste vijf en ten hoogste tien jaar kunt worden ontzet uit het recht om te kiezen of verkozen te worden.

Ten slotte wijs ik u erop dat ingevolge artikel 3 van voornoemde wet de geheimhouding van uw verklaringen niet is gewaarborgd tenzij het gaat om verklaringen afgelegd tijdens een vergadering met gesloten deuren en waarvoor de commissie zich uitdrukkelijk heeft verbonden de geheimhouding in acht te nemen. Bovendien is ieder stuk dat u aan de commissie zou overleggen vatbaar voor openbaarmaking.

Na deze verduidelijking vraag ik u de eed af te

leggen door de hand te heffen en de volgende woorden te herhalen: "Ik zweer de gehele waarheid en niets dan de waarheid te zullen zeggen."

*Mevrouw Valerie Swennen legt de eed af.*

Ik stel voor dat we beginnen met onze spreker via zoom vanuit Lausanne, de heer Tricou, en dat we aansluitend onze vragen aan hem stellen. Vervolgens laten we onze drie andere sprekers hun uiteenzettingen doen na elkaar en voeren we nadien een vraag-antwoord debat.

Monsieur Tricou, un grand merci d'être ici et de suivre les débats de notre commission. Je vous donne la parole.

**Josselin Tricou:** Madame la présidente, mesdames et messieurs les parlementaires, les violences sexuelles en général ont attiré l'attention du public dans les années 1980-1990. Les médias canalisent alors l'opinion publique. Les mouvements féministes intensifiaient leur plaidoyer pour dénoncer la violence systémique fondée sur le genre. L'essor des politiques de protection de l'enfance à la suite de la convention de 1989 et, plus largement, les discours croissants sur les droits des victimes ont également contribué à l'intégration des violences sexuelles, notamment sur mineurs, dans les agendas sociaux et politiques.

Dans ce contexte, les cas de violences sexuelles impliquant des leaders religieux ont été de plus en plus dénoncés et médiatisés à travers le monde. Cette dénonciation s'est principalement concentrée sur les cas de violences sur mineurs au sein de l'église catholique romaine et sur leur dissimulation par sa hiérarchie. Mais, avec le mouvement MeToo, cette mobilisation s'est élargie aux personnes majeures, en commençant par les religieuses.

En réalité, cette mobilisation intra-catholique ne cesse de monter en généralité, comme on dit en sciences politiques.

Elle grossit en extension, avec, par exemple, une récente interrogation quant à la vulnérabilité des personnes porteuses de handicap, ou encore la question des populations des pays en voie de développement, auprès desquels certains prêtres étaient envoyés par suite d'accusations dans les pays du Nord global. Elle grossit aussi en intention, avec la mise à l'agenda de violences connexes, comme lesdits abus psychologiques ou spirituels.

Dans ce contexte, plusieurs pays ont mis en place des commissions indépendantes d'investigation pour évaluer l'ampleur et caractériser le

phénomène au sein de l'église catholique romaine.

La plupart des études scientifiques qui ont servi à alimenter le travail de ces commissions d'enquête documentent l'ampleur des violences sexuelles sur mineurs au sein de l'église catholique. Ainsi, dans une revue systématique réalisée pour la commission allemande, l'équipe de recherche dirigée par Dreßing comptabilisait par agrégation de 23 études existantes sur archives plus de 10 000 agresseurs connus parmi le clergé catholique mondial en 2017.

Mais, comme l'écrivait l'autre chercheur allemand, Witt, en 2022: "pour évaluer toute l'ampleur du problème, des données au-delà des cas enregistrés ou connus sont nécessaires". Or seuls deux pays – les Pays-Bas et l'Allemagne – avaient mené, avant la France – je vais revenir sur son cas –, des enquêtes en population générale pour estimer l'ampleur des violences sexuelles sur mineurs par des clercs de l'Église catholique, sans biais archivistique. Cependant, ces deux enquêtes ne permettaient pas de caractériser la prévalence de ces violences, c'est-à-dire le nombre de victimes rapporté au nombre d'enfants exposés parce qu'ayant participé à des activités d'Église. Elles ne permettaient pas non plus de comparer cette prévalence intra-ecclésiale à celle présente dans d'autres contextes sociaux; deux paramètres cruciaux pour objectiver la spécificité des atteintes sexuelles en contexte catholique, sans perdre de vue leur réalité transversale à toute la société.

En ce sens, l'enquête menée pour la commission indépendante française sur les abus sexuels, à laquelle j'ai participé en tant que chercheur-sociologue, a permis plus que d'autres d'invalider plusieurs hypothèses et idées reçues sur le sujet des abus sexuels dans l'Église catholique. Premièrement, face aux préjugés rassurants et défensifs selon lesquels ceux-ci ne seraient le fait que de quelques "brebis galeuses" – pour reprendre l'expression consacrée – infiltrées dans un système sain par ailleurs, l'enquête que nous avons menée a démontré, au contraire, l'aspect massif, tant hors de l'Église que dans celle-ci, des violences sexuelles sur mineurs. Pas moins de 5,5 millions de Français majeurs déclarent avoir subi des violences sexuelles en tant que mineurs – entre 147 000 et 270 000 dans l'Église, selon notre enquête.

Deuxièmement, face à une certaine opinion conservatrice selon laquelle ce serait la faute à Mai 68 et à sa promotion de la liberté sexuelle, notre enquête a montré que le phénomène dans l'Église était bien plus fréquent dans les années qui précèdent la révolution culturelle des années 70 qu'après.

*A contrario*, face à l'idée que ce serait un phénomène du passé, notre enquête a montré sa permanence actuelle, malgré la chute spectaculaire du nombre de prêtres comme d'enfants qui fréquentent des activités d'Église en France.

Face, surtout, à l'opinion selon laquelle ce serait partout pareil, manière de dédouaner l'institution ecclésiale, notre enquête a montré au contraire une plus forte prévalence du phénomène dans l'Église catholique que, par exemple, dans l'Éducation nationale ou dans le sport. Seule l'institution familiale est apparue plus violentogène que l'Église.

Cela confirme bien qu'il y a une spécificité ecclésiale, voire des affinités électives entre le modèle familial et le modèle ecclésial. On peut penser au pouvoir accordé aux pères dans les deux cas.

Mais cela ne veut pas dire pour autant, loin de tout fatalisme, qu'il n'y a pas de marge de manœuvre au sein de ces mêmes institutions pour réduire les risques.

Dernier préjugé, enfin, tenace, selon lequel il y aurait un lien de causalité entre homosexualité et pédocriminalité au sein du clergé catholique. Notre enquête montre que l'inversion régulièrement constatée du sexe-ratio dans l'Église par rapport au reste de la société – c'est-à-dire la plus grande proportion de garçons victimes dans l'Église alors que dans la société, ce sont essentiellement les filles qui sont atteintes – est d'abord un effet d'opportunité. C'est-à-dire que dans l'Église catholique, cette inversion est d'abord liée au fait que les prêtres ont longtemps eu accès aux garçons bien plus qu'aux filles dans des institutions non mixtes telles les internats, les foyers, les écoles, les petits séminaires, les groupes d'enfants de chœur ou les colonies de vacances.

Il n'en reste pas moins qu'à partir du moment où les activités de jeunesse connaissent une mixité croissante dans l'Église comme dans le reste de la société, les prêtres agressent aussi les filles, comme le montre l'augmentation continue, dans notre enquête, de la part de filles victimes depuis les années 70.

La prépondérance de cet effet d'opportunité est également visible dans l'analyse psychologique que nous avons menée par ailleurs, à partir d'un autre échantillon (non pas une enquête en population générale mais un échantillon de victimes interrogées de manière intensive), visant à distinguer et à caractériser les différentes

configurations institutionnelles facilitant les abus dans l'Église. Nous avons montré qu'effectivement, les violences perpétrées dans le contexte scolaire, qui sont les plus nombreuses, concernent une très forte majorité de garçons. Mais si on en vient au terrain familial, avec les agressions perpétrées par des prêtres amis de la famille, ou dans le contexte paroissial, la proportion de filles apparaît bien plus importante.

Prenant acte du caractère massif et parfois aussi systémique des violences sexuelles commises au sein de l'Église catholique, ainsi que de l'incapacité de la Justice institutionnelle à répondre aux demandes des victimes, notamment du fait de la prescription mais aussi, plus généralement, de son incapacité à traiter ce type de violences, certaines autorités ecclésiastiques à l'échelle nationale, en lien ou non avec les autorités civiles, comme en Belgique, en Suisse ou en France, ont également mis en place des commissions chargées de les écouter, de reconnaître publiquement les atteintes ou les crimes qu'elles ont subis et de réparer symboliquement et financièrement les dommages qui en découlent.

En Belgique, pour rappel, la commission Halsberghe, puis Adriaenssens, voit le jour en 2000. Elle est mise en place par l'Église afin de permettre aux victimes de dénoncer les faits subis et d'ouvrir un dialogue avec les autorités religieuses. En l'espèce, la commission a reçu 475 plaintes concernant des faits qui se sont déroulés entre 1950 et 1980. La démarche a abouti à un rapport en 2010 puis à la création par le gouvernement belge d'une commission spéciale relative au traitement des violences sexuelles dans l'Église, d'un centre d'arbitrage en matière d'abus sexuels et de points de contact afin d'indemniser les victimes.

Le centre d'arbitrage a clos ses travaux mais il existe aujourd'hui encore deux points de contact, l'un francophone et l'autre néerlandophone, toujours à l'écoute des victimes. En 2020, par exemple, 59 plaintes auprès de ces points de contact ont été enregistrées.

Il est peu dire que ce centre n'a pas fait ni trop de bruit ni trop de publicité pour être saisi par les victimes. En outre, il importe de révéler que ce centre d'arbitrage visait "les seuls faits d'abus sexuels prescrits commis sur des mineurs au moment des faits par un prêtre d'un diocèse belge ou d'un membre d'une congrégation ou d'un ordre religieux établis en Belgique".

Le centre avait pris en outre le parti de classer les faits en quatre catégories calquées sur le droit belge pénal en fonction de leur gravité et non de

leurs conséquences subies par les victimes. L'indemnisation pouvait aller jusqu'à 2 500 euros. Notons enfin que les membres du centre étaient indemnisés par des jetons de présence versés par l'État fédéral afin de prévenir toute apparence de prévention ou de partialité.

Aucune recherche empirique ne semble avoir été réalisée sur ce centre d'arbitrage. Or ce centre d'arbitrage, comme les commissions équivalentes en Suisse ou en Belgique, forme des règlements *sui generis* de ce qui est devenu un problème majeur tant pour la société que désormais pour l'Église catholique et mérite d'être analysé plus avant.

Si ces commissions s'inspirent ou se réclament d'autres formes de justice transformative, transitionnelle ou restaurative voire régénérative, elles s'instituent dans des cadres législatifs nationaux principalement axés sur la répression et la prévention, soit sur une vision pénale de la justice, ces commissions présupposant de manière prétorienne leurs règles de fonctionnement et d'indemnisation. Elles inventent de nouvelles formes symboliques de reconnaissance. Elles créent, pour citer Marie Derain, présidente d'une des deux commissions de réparation françaises, une alter-justice. C'est en ce sens qu'avec le professeur Damien Scalia de l'ULB et la professeur Camille Perrier Depeursinge de l'Université de Lausanne, nous prôtons un projet de recherche comparative et transnationale afin d'analyser tant du point de vue juridique que sociologique ces phénomènes nouveaux émergents de réparation des victimes de violences sexuelles dans l'Église.

Je vous remercie et je reste à votre disposition pour toute question ou remarque.

**La présidente:** La parole est la commission. Avez-vous des questions ou des observations? Était-ce bien clair?

**Josselin Tricou:** Je peux répondre à des questions tant sur l'enquête que nous avons menée en France pour la commission indépendante que sur cette enquête à venir sans doute sur les commissions de réparation en France, en Belgique et en Suisse.

**Servais Verherstraeten (cd&v):** Als ik onze gast goed heb gehoord – hij mag mij corrigeren als ik hem slecht vertaal – krijg ik de indruk dat hij zegt dat justitie eigenlijk niet noodzakelijk optimaal is voor de afhandeling van dergelijke misdrijven en vooral voor de erkenning van de slachtoffers. Vindt u dat men het arbitragesysteem dan verder moet uitwerken? In België is er wel wat kritiek op het arbitrageselsel dat is opgezet. Kunnen we dat

verder optimaliseren? Dat geldt dan nog het meest voor feiten die verjaard zijn, waar justitie per definitie al machteloos is en waar arbitrage al dan niet een aanvulling zou kunnen zijn.

Hoe kunnen we eigenlijk bestaande arbitragegestelsels, zeker het Belgische arbitragegestel, versterken, optimaliseren en een antwoord op de kritiek bieden? Wat is volgens u het meest adequate middel om erkenning van een slachtoffer te kunnen bekomen?

La **présidente**: Est-ce que vous avez compris la question? C'est bien traduit?

**Josselin Tricou**: Je n'ai pas du tout entendu de traduction.

La **présidente**: Je m'en doutais. Je vais essayer de traduire, mais je ne suis pas sûre d'y parvenir. Servais, pouvez-vous essayer?

**Servais Verherstraeten** (cd&v): Je peux essayer, madame la présidente. Monsieur, si je vous ai bien entendu, vous avez parlé des vices concernant la justice pour protéger les victimes de manière efficace. Peut-on renforcer le système d'arbitrage? Vous avez critiqué le système d'arbitrage actuel, comment peut-on le renforcer, l'améliorer surtout dans le cas de délits prescrits pour lesquels la justice est impuissante et seul l'arbitrage peut apporter une solution? Comment apporter une reconnaissance aux victimes de délits sexuels?

La **présidente**: Et comment peut-on améliorer la procédure d'arbitrage? C'est aussi une question que vous avez posée.

**Josselin Tricou**: Merci pour votre question. À ce que je connais de l'existence du centre d'arbitrage belge, une première chose est effectivement de prendre en compte non seulement les délit prescrits mais également ceux qui ne le sont pas; et puis ceux sur mineurs mais aussi ceux sur majeurs. C'est une question qui se pose peut-être chez vous en Belgique mais qui se pose aussi en France.

Par exemple, l'INIRR, la commission de réparation pour des abus commis par des prêtres diocésains, ne prend pas aujourd'hui en compte les adultes, contrairement à la CRR, la commission mise en place par les ordres religieux qui prend en compte les adultes. Ça, c'est une première chose. Il s'agit de prendre en compte les crimes sexuels, ou atteintes sexuelles, même prescrites, commises sur les adultes.

Deuxième chose, je pense que nous sommes face à une forme de justice qui s'inspire, encore une

fois, de la justice restaurative, qui est en émergence et qui se construit en s'appliquant. Et, sans doute qu'une manière d'améliorer les processus est justement de s'appuyer sur l'expérience des autres commissions en cours par des échanges de bonnes pratiques, des échanges d'expérience entre ce qui se fait en Suisse, ce qui se fait en France et en Belgique, sans doute en Allemagne aussi. Parce que là, on est face – encore une fois – à des formes de justice qui se construisent en se faisant. Je ne sais pas si c'est une réponse suffisante pour vous, mais je pense que les expériences de chacune de ces commissions valent la peine d'être analysées, débattues avec les autres commissions en place.

Je pense, par exemple, à des expériences menées par la CRR en France autour de réparations qui sont non seulement financières mais aussi symboliques et que certaines victimes demandent, en prenant en compte plus les conséquences subies par les victimes que, finalement, la gravité pénale des actes commis.

**Olivier Vajda** (Ecolo-Groen): Je remercie M. l'intervenant pour son exposé qui a davantage développé, évidemment, les effets de la commission Adriaenssens en 2000 et la création des centres d'arbitrage. Mais si j'ai bien compris la conclusion de votre intervention, c'est que s'il y a une recommandation que vous devez faire à notre commission, c'est vraiment cette recherche transnationale et transversale afin de mieux comparer les autres systèmes.

Vous avez notamment parlé, en ce qui concerne la Belgique, des défauts des centres d'arbitrage. Ce sont le manque de publicité, la limitation aux faits prescrits, la limitation aux mineurs. J'ai également noté une indemnisation très faible. Je ne sais pas si vous avez pointé d'autres éléments. Pour nous permettre d'avancer, dans les commissions suisse et française par exemple, certains de ces défauts ont-ils été évités? Quelle comparaison peut-on faire, par rapport aux limites que vous avez relevées pour les commissions d'arbitrage en Belgique? Je vous remercie.

**Josselin Tricou**: Il faut reconnaître à la Belgique son côté précurseur, parce que le centre d'arbitrage belge a été le premier à être mis en place, avant ses équivalents suisse et français. La Suisse met en place un centre d'arbitrage, ou l'équivalent à la CECAR en 2016. Quant à la France, il faut l'énorme enquête lourde que nous avons menée pour la CIASE pour que se mette en place l'INIRR et la CRR. Ce sont deux commissions ecclésiales pour les réparations dues aux victimes. En un sens, la Belgique a essuyé les plâtres, pour reprendre une expression française.

Je ne sais pas si on l'utilise aussi en Belgique francophone. Du coup, j'en ai oublié la pointe de mon propos. Je pense effectivement, et je redis ce que j'ai déjà dit, que l'échange des bonnes pratiques est la bonne solution; je pense aussi qu'une commission Adriaenssens qui serait – faisons de la politique fiction – née plus tard, après le mouvement *metoo*, aurait eu un autre impact que celui qu'elle a eu dans les années de sa création. Il est évident qu'aujourd'hui il s'agit aussi de communiquer à l'extérieur.

Dans notre enquête sur la France, nous avons pu montrer que, contrairement à ce qu'ont dit un certain nombre de responsables ecclésiastiques, les victimes dans l'Église ont beaucoup parlé: 42 % des victimes ont parlé dans leur entourage de ce qu'elles avaient subi, mais elles ont été très peu écoutées. Seulement 4 % des victimes françaises en avaient parlé à l'Église. Et c'est seulement parce que des commissions se mettent en place, et que ces commissions sont médiatisées, que certaines victimes parlent. Je donne un exemple. Après la clôture de la commission indépendante sur les abus sexuels en France, la CIASE, un certain nombre de personnes se sont manifestées ou ont voulu se manifester à la CIASE alors que son travail était terminé. Oui, la question de la publicité est extrêmement importante pour que des personnes, y compris des personnes extrêmement âgées, se manifestent.

Je ne reviens pas sur les autres limites que vous avez rappelées, monsieur le parlementaire.

**Daniel Senesael (PS):** Monsieur Tricou, je vous remercie de votre présence et de votre exposé. À la fin de celui-ci, vous avez exprimé le souhait, la volonté, le désir d'une enquête à venir sur les commissions de réparation, que ce soit en France, en Suisse ou en Belgique. J'aurais souhaité obtenir un peu plus de précisions. Qui serait ou sera à l'initiative de cette enquête? Comment peut-elle être organisée? Enfin, sans parler des résultats attendus, quelles seront les configurations qui seront mises en place pour gérer les différents aspects de cette enquête.

**Josselin Tricou:** Merci de me donner l'occasion de reparler de cette idée d'enquête, quelle que soit l'équipe qui la mènerait. En tout cas, avec le professeur de droit Damien Scalia, de l'ULB, et la professeur de droit Camille Perrier Depeursinge, de l'Université de Lausanne, nous avons soumis pour financement au FMS – qui est l'équivalent suisse du FNRS – et au FNRS un projet d'enquête qui irait dans ce sens: comparer les pratiques, les règles d'organisation et les conséquences de ces commissions sur les victimes qui y ont fait appel: la commission belge qui a clôturé son travail, les

commissions françaises qui sont en plein essor et la commission suisse qui suit sa vitesse de croisière, puisqu'elle fonctionne depuis 2016.

La difficulté est souvent la coupure entre la recherche, qui pose des constats, et les politiques ou même les commissions, qui essaient d'améliorer les pratiques. En ce sens, je crois vraiment à une synergie entre ce que la recherche peut former comme constats et puis les politiques; le tout étant que les temporalités académiques sont souvent un peu différentes des temporalités politiques. Autrement dit, pour la recherche, l'accord de financement est long. Ensuite, le temps de la recherche l'est également. Souvent, il y a aussi une sorte de défiance, éventuellement réciproque, entre le monde de la recherche et celui des praticiens.

En tout cas, nous, nous avons déposé un projet de recherche qui va dans ce sens. Nous pensons aussi qu'un tel projet peut entraîner des effets positifs pour les praticiens, sous forme d'effet-miroir.

On donne à voir ce qui se fait de manière comparée, de sorte que les uns et les autres puissent s'en saisir pour améliorer les règlements et les pratiques et aussi afin que les politiques s'en saisissent. Mais il est sûr que se pose une question de temporalité.

**Greet Daems (PVDA-PTB):** Mijnheer Tricou, mag volgens u de kerk ook deel uitmaken van zo'n arbitragecommissie of zo'n centrum, of moet die commissie daar volledig onafhankelijk van zijn? Uit uw uiteenzetting meende ik begrepen te hebben dat de kerk invloed heeft uitgeoefend op de arbitrage in Zwitserland en Frankrijk.

**Olivier Vajda (Ecolo-Groen):** J'ai le plaisir d'entendre les interprètes, je peux donc éventuellement traduire en français. La question de ma collègue consistait à demander si l'Église peut ou doit faire partie de ces commissions d'arbitrage, ou si la commission doit rester tout à fait indépendante par rapport à celle-ci.

**Josselin Tricou:** Merci pour votre question. Merci pour la traduction.

Il y a plusieurs configurations. En France, par exemple, l'instance nationale indépendante de reconnaissance et de réparation (INIRR) et la commission reconnaissance réparation (CRR) sont entièrement financées par l'Église catholique. L'État français n'a aucune prérogative sur ces commissions. Ce qui en garantit l'indépendance, en théorie, c'est la nomination d'un président, en l'occurrence Antoine Garapon pour la CRR, et

d'une présidente, Marie Derain pour l'INIRR, qui a un budget dont il ou elle est maître pour mettre en place le dispositif de réparation et de reconnaissance des victimes.

En Suisse, c'est différent. Vous avez La commission écoute-conciliation-arbitrage-réparation (CECAR), c'est l'équivalent du centre d'arbitrage. C'est une instance tripartite Église catholique, État fédéral et associations de victimes. Effectivement, dans le cadre suisse, sauf erreur de ma part, l'Église doit se plier, même si elle fait partie de la commission, aux décisions indépendantes par rapport aux réparations.

Chaque entité nationale a son modèle. Il me semble qu'associer l'Église catholique, c'est aussi responsabiliser cette institution et lui faire prendre conscience des mécanismes qui sont à l'origine de ces atteintes ou crimes, et en un sens aussi, la pousser – c'est le troisième volet de la chose – à se réformer pour prévenir ces crimes.

C'est une dimension qui est absente de ces commissions de réparation. Il ne s'agit pas seulement de réparer, il faut aussi prévenir. La prévention ne passera, à mes yeux, en tant que spécialiste de l'Église catholique et de ses mécanismes de pouvoir, que par un certain nombre de réformes, qui ne soient pas seulement des réformes dites cosmétiques.

Il est important, à mes yeux, que l'Eglise soit confrontée d'une manière ou d'une autre, impliquée d'une manière ou d'une autre dans ces centres d'arbitrage, quand bien même il s'agit aussi, par un certain nombre de dispositifs, d'assurer l'indépendance de ces centres d'arbitrage.

La **présidente**: J'ai encore une question. Nous avons déjà entendu plusieurs victimes dans notre commission. Il y a encore beaucoup d'autres victimes qui ont indiqué vouloir être entendues. Mais nous ne disposons que de six mois pour cette commission, et il n'en reste que trois maintenant. Il est pratiquement impossible d'entendre tous ceux qui souhaitent venir ici.

Nous sommes à la recherche d'une manière de donner une voix aux victimes, car nous avons appris que c'était important pour elles de pouvoir expliquer leur sentiment, mais aussi de venir nous raconter ce qu'elles ont vécu. Nous devons trouver une solution pour ces victimes, mettre en place une autre commission, qui ne soit pas une commission d'enquête ou une commission politique, pour pouvoir leur donner une voix. Avez-vous des recommandations pour nous?

**Josselin Tricou**: Merci pour votre question. Je suis conscient que la commission Adriaenssens a été parfois mal vécue en Belgique. En France, la commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (CIASE) a également suscité un certain nombre de polémiques et le travail scientifique que nous avons mené pour cette commission a aussi suscité une forme de scandale. Une des forces de ce que j'ai perçu du travail de la commission d'enquête française, au-delà du travail scientifique que nous avons mené, c'est d'avoir réussi à donner la voix aux personnes victimes, notamment à travers deux gestes importants. Le premier geste a été la publication, en parallèle du rapport de la CIASE, d'un recueil de témoignages bruts, qui s'intitulait de manière significative "De victimes à témoins".

Le deuxième geste qui a très fortement marqué les esprits a eu lieu au moment de la remise du rapport de la CIASE, lors de la cérémonie de remise de ce rapport. C'est le fait que la parole a été donnée d'abord et avant tout à une victime avant d'être donnée au président de la commission, Jean-Marc Sauvé. Et, cette victime, en l'occurrence François Devaux, président de La Parole Libérée, un groupe de victimes du père Preynat à Lyon qui est notamment à l'origine de la pression mise sur l'Église catholique en France pour qu'une commission comme la CIASE ait lieu, n'était pas ce qu'on peut appeler "une bonne victime", c'est-à-dire une victime qui satisfait les attentes de l'Institution. La preuve, c'est que François Devaux, dans sa prise de parole, a invectivé les évêques présents dans la salle, de telle manière que son propos ait pu passer pour une sorte d'admonestation, un genre de rhétorique tout à fait ecclésiale voire cléricale, leur disant qu'ils devaient payer. Il a répété cette phrase plusieurs fois.

C'est évident que votre commission ne pourra pas faire ce travail-là de donner la voix aux victimes. Libre à vous, j'imagine, de créer un espace où cette voix puisse être entendue. Cet espace peut être un espace littéraire, comme l'a fait la CIASE, avec un recueil publié de paroles de victimes. Cela peut être un espace avec un lieu d'écoute. Il me semble que, du côté des commissions de réparation françaises, l'idée de prendre en charge une réparation financière mais aussi symbolique avec justement des prises de parole, avec parfois l'organisation à la suite de toute la procédure d'une cérémonie en présence de représentants ecclésiaux, avec une prise de parole de la personne concernée quand elle le souhaitait, est aussi une manière de donner la voix.

Pour résumer mon propos, si un nouveau centre d'arbitrage a lieu en Belgique, il s'agit donc de penser la réparation et la reconnaissance des

victimes non seulement d'un point de vue monétaire mais peut-être aussi symbolique. Et là, la créativité est totale.

La prise en compte de ce que veulent les victimes est également importante, c'est-à-dire que certaines veulent parler publiquement pour se sentir reconnues et être réparées, d'autres ne le souhaitent pas plus, etc.

Évidemment, je prêche pour ma paroisse, si je peux me permettre ce jeu de mots. Donner la parole aux victimes est une chose, laisser la recherche sur cette question se faire ou permettre à la recherche de se faire est important aussi. Je n'en dis pas plus.

De **voorzitster**: Er zijn geen vragen meer voor de heer Tricou.

Monsieur, merci beaucoup pour votre temps, vos recommandations et vos explications.

**Josselin Tricou**: Au revoir, madame la présidente, mesdames et messieurs. Merci.

De **voorzitster**: Ik geef nu het woord aan mevrouw Swennen.

**Valerie Swennen**: Goedemiddag, ik ben Valerie Swennen. Ik ben hoofdinspecteur met bijzondere specialisatie in psychosociale zaken bij de politie en ik heb al achttien jaar operationele ervaring. Ik heb steeds een team geleid bij de lokale recherche van politiezone MINOS, in de regio Mortsel, bij Antwerpen. Ik heb altijd gewerkt met persoonsgebonden materie. Dat gaat dan over verontrusting over minderjarigen, intrafamiliaal geweld, zedenfeiten, slachtofferbejegening enzovoort.

Ik ben tevens docent slachtofferbejegening op de politieschool in Antwerpen en ik heb meegewerkt aan het handboek over intrafamiliaal geweld. Verder was ik bij het platform kindermishandeling lid van de werkgroep contactbreuk. Sinds november ben ik gedetacheerd en werk ik als coördinator voor de politie in het voormalige Family Justice Center in Antwerpen, dat tegenwoordig Veilig Huis heet.

Ik zal twee casussen schetsen. Daarnet werd een mooie retrospectieve uiteenzetting gegeven over seksueel geweld, sterk gefocust op de kerk. Ik wil echter op het heden ingaan. Ik heb uiteraard fictieve namen gebruikt voor deze casussen.

Jef, een briljante student geneeskunde van negentien jaar, wordt beticht van verkrachting op een festival op een zwoele zomeravond. Het

algemeen gedrag van Jef wordt door zijn slachtoffer, naast de feiten zelf, beschreven als bijzonder intrusief. In het licht van het lopende opsporingsonderzoek doen onze diensten onder andere aan beeldvorming en bevragen we zijn sociaal netwerk.

Daaruit blijkt dat deze jongeman eerder in zijn scoutsgroep werd beticht van grensoverschrijdend gedrag, waardoor hij uitgesloten werd om verder leiding te geven aan de gidsengroep van zestienjarigen. Ook is er sprake van een incident op zijn studentenkot waarbij hij beticht werd van een verkrachting, waardoor hij uit zijn studentenclub werd gezet. Dat zijn toch twee maatregelen die de ernst van de mogelijke feiten onderschrijven.

Verder komt deze jongeman niet in beeld. Er is geen hulpverlening en hij is niet gekend bij justitie of politie. Het is nog maar de vraag of onze diensten voldoende bewijslast kunnen voorleggen die tot vervolging of veroordeling zou leiden. Iedereen die vertrouwd is met de materie van seksueel geweld ziet in deze negentienjarige jongeman een potentiële plegger in volledige ontwikkeling.

De tweede casus. Peter, 26 jaar oud, wordt beticht van verkrachting door middel van penetratie door takken, voedingswaren en andere attributen. De feiten worden door het slachtoffer beschreven als bijzonder vernederend en zijn gedrag als zeer controlerend en agressief. Er is ook sprake van wurging en na de relatiebreuk tevens hacking en stalking. Ook hier doen onze diensten een bevraging van het sociaal netwerk en uiteindelijk kunnen zij negen bijkomende slachtoffers identificeren, die ook verklaren door hem verkracht te zijn en slachtoffer te zijn van gelijkaardige feiten als de genoemde. We ontwaren in dit dossier heel duidelijk een rode draad in de modus operandi van deze plegger, wat heel zichtbaar wordt door die negen bijkomende verklaringen.

Deze plegger blijkt al feiten te plegen van toen hij nog minderjarig was. Naar aanleiding van het opsporings- en later gerechtelijk onderzoek doen onze diensten beroep op de expertise van de cel Gedragsanalyse van de federale politie voor ondersteuning. De onderzoeksrechter stelt een gerechtsdeskundige aan om een psychiatrisch onderzoek te doen. Algemeen kan men concluderen dat deze plegger een gevorderde modus operandi ontwikkeld heeft, totaal geen zelfinzicht heeft en alle feiten ontkent.

In afwachting van de verdere afwikkeling van het gerechtelijk dossier ontmoet hij een nieuwe vriendin die op haar beurt ook klacht indient voor

verkrachting, wederrechtelijke vrijheidsberoving en andere feiten. Hij krijgt een maatregel opgelegd door de onderzoeksrechter en zit thuis met een enkelband. Als laatst gekende wapenfeit trekt zijn nieuwe vriendin die hij tien dagen eerder online leerde kennen met haar twee jonge kinderen bij hem in.

Verder komt deze jongeman niet in beeld, noch bij politie en Justitie, noch bij hulpverlening en het is nog maar de vraag of onze diensten voldoende bewijslast kunnen aanbrengen die tot een vervolging of veroordeling zou kunnen leiden. Iedereen die vertrouwd is met seksueel geweld ziet hier een pleger die zich heeft al volledig heeft ontwikkeld. Dat is de dagelijkse realiteit waarin ik professioneel heb gewerkt.

De vraag die zich voor de eerste casus opdringt, is wat we kunnen doen en voor de tweede casus wat we hadden kunnen doen om dat te voorkomen? Dit brengt ons bij een extreem delicate evenwichtsoefening waarbij preventief dwingende en vrijheidsbeperkende maatregelen steeds afgewogen moeten worden ten aanzien van het principe dat men onschuldig is tot het tegendeel bewezen werd en het recht op vrijheid. Dat spreekt voor zich. Met moet echter ook de vraag stellen of repressieve maatregelen alleen hierbij zullen helpen om de pleger te veranderen en recidive te voorkomen, of dat er hulpverlening of een combinatie van beide nodig is. Hulpverlening waar wenselijk en mogelijk, repressie waar wenselijk en mogelijk.

Dat gebeurt allemaal om het te voorkomen als we kunnen, maar ook om slachtoffers te beschermen. Uiteraard zal het in extreme gevallen opportuun zijn om de vrijheid van plegers resoluut te beperken, ter bescherming van de maatschappij. Ik weet echter uit ervaring dat er heel wat tinten grijs zijn voordat men moet overgaan tot deze heel drastische repressiemaatregelen.

Men moet daarom nog meer inzetten op de erkenning van het gevaar. De politie is uiteraard niet altijd betrokken, net als de hulpverlening. Soms, zoals in onze eerste casus, is het 'openbaar gerucht' beperkt tot de scoutsgroep, de studentenclub, de sportclub of de school. Daar liggen alleszins beurtelings allemaal kleine puzzelstukjes die, eenmaal samengelegd, een helder beeld zichtbaar maken, zoals in de casussen die ik schetste. Achteraf is het echter altijd makkelijk praten. Het stemt op zijn minst tot nadenken dat er potentiële plegers rondlopen, die totaal niet in beeld zijn, noch bij Justitie, noch binnen hulpverlening of andere partners. Men kan nochtans pas ingrijpen en veiligheid installeren wanneer men het gevaar herkent.

In mijn 20-jarige carrière heb ik dikwijls van collega's gehoord dat ik niet altijd alles zou kunnen voorkomen. Uiteraard kan ik dat niet. Ik heb geen glazen bol en dat ligt dus niet in mijn mogelijkheden. Ik ben er echter van overtuigd dat we meer kunnen voorkomen dan wat we vandaag realiseren. De schokgolf die door Vlaanderen ging naar aanleiding van de reportagereeks over misbruik in de kerk heeft mij persoonlijk, met mijn ervaring en expertise in dit werkveld, op zijn zachtst uitgedrukt, verwonderd. Meer dan 10 jaar na operatie-Kelk leek het wel alsof we nu pas klaar waren om tot een collectief bewustzijn te komen over de ernst van het probleem en de urgentie om het aan te pakken. Ik zei meer dan 10 jaar na operatie-Kelk, dus dan heb ik nog niet over heel de zaak-Dutroux twee decennia eerder die we ook gekend hebben.

Ik richt mij nu persoonlijk tot elk van u, als parlementariër en volksvertegenwoordiger, en excuseer mij al op voorhand voor wat ik zal zeggen. Ik verwacht meer van beleidsmakers dan verontwaardigd te zijn over een dagelijkse realiteit. Ik verwacht van u dat u voeling hebt met de realiteit om de nodige maatregelen te nemen. Ik kan begrijpen dat mijn buurman geschokt was, maar ik verwacht meer van professionals. Er is een maatschappelijke cultuurverschuiving nodig naar een grotere bewustwording over het feit dat deze plegers wel degelijk bestaan en dat ze feiten plegen. We moeten allemaal, elk op ons terrein, onze verantwoordelijkheid opnemen om nieuwe slachtoffers te voorkomen en te beschermen.

Een pertinente vraag vandaag is waar alle potentiële plegers zitten. Aangezien we anno 2024 minder klerikalen dan ooit hebben, zullen we ze niet meer in de kerk vinden. Ze kunnen zich dus niet meer verschuilen achter het instituut en de macht van de kerk, maar waar zitten ze dan wel?

We mogen alvast het internet niet uit het oog verliezen, wat nog eens een wereld op zich is, net als de beelden van seksueel misbruik van minderjarigen die daar uitgewisseld worden. Wist u dat er gemiddeld dagelijks 20 miljoen beelden van seksueel misbruik van minderjarigen uitgewisseld worden? Dat stemt toch tot nadenken. Ik word daar altijd even stil van.

Dus ja, er bestaan pedoseksuelen die toeslaan door grooming, cyberlokking en beelden van seksueel misbruik van minderjarigen te produceren en uit te wisselen, ook in het buitenland. Er bestaan eveneens pedofielen die niet gekozen hebben voor hun geaardheid en hulp wensen en nodig hebben. Een hulplijn zoals "Stop it now" is dan ook een mooie uitgereikte hand. Dat is een goed initiatief.

Er bestaan echter ook meedogenloze uitbuiters die voor niets terugdeinzen om profijt te maken op de kap van kwetsbare minderjarigen, denk maar aan gedwongen prostitutie, mensenhandel en tienerpooiers. Dat bestaat, dat is een realiteit.

De meerderheid van de gepleegde zedenfeiten op minderjarigen – en dit heeft de reportage ons nogmaals doen inzien – gebeurt echter in een vertrouwde context door een vertrouwde pleger die vanuit zijn vertrouwensrelatie zijn machtspositie misbruikt. De meerderheid van de gepleegde feiten gebeurt dus binnen de gezinscontext. Daarbij reken ik ook de sportclub en de scoutsgroep. Voor het kleine, opgroeiende kind is dat immers ook zijn gezinscontext. De sportcoach en de scoutsleider zijn voor hen namelijk eveneens vertrouwde mensen.

Wat men niet kent, herkent men niet. Eenmaal men echter aandachtig is voor het gedrag van kinderen, kan men leren om verontrustende signalen te herkennen. Van professionals, zoals leerkrachten, sportcoaches, consultants en huisartsen mogen we meer verwachten dan dat ze die eerder genoemde puzzelstukjes te grabbel laten liggen.

Bij intrafamiliaal geweld weten we meer en meer wat de risicofactoren zijn en zien we de rode vlaggen meer. Bij zedenfeiten zijn er ook signalen, die we kunnen leren herkennen. We moeten dus inzetten op de vorming van mensen die omgaan met kinderen en jongeren om die signalen te detecteren en ermee aan de slag te gaan.

Wat moet men dan concreet doen met verontrusting? Ik kan recente initiatieven in verband met de kindreflex en de ontwikkeling van de meldcode enkel toejuichen. Wat goed is, moet namelijk ook gezegd worden. Ik refereer ook graag aan de ontwikkeling van de Zorgcentra voor Seksueel Geweld, die instaan voor de opvang van zowel volwassen als minderjarige slachtoffers. Ze doen ook aan forensisch onderzoek bij seksueel geweld. Dat is een fantastisch initiatief, dat ik enkel kan toejuichen.

Het is ook belangrijk om zeker als het gaat over minderjarigen heel goed het versnipperde landschap aan wetgeving en beleidsniveaus te kennen om het bos door de bomen te kunnen blijven zien.

Er is federale materie, er is Vlaamse materie, er zijn gewesten. Er zijn decreten, er is wetgeving. Het is niet simpel. De gemeenschappelijke term is alleszins verontrusting. Wanneer men in een opvoedingssituatie bij een opgroeiend kind een beoordeling wilt maken, dan spreken we over verontrusting. Of die blik nu komt vanuit een

school, een CLB of een huisarts of politie of nog een andere instantie, we moeten maatschappelijk leren om die kind-reflex te integreren in onze blik en proberen signalen te herkennen, te detecteren en het grotere beeld te zien.

De vraag nu is hoe we die cirkel rond krijgen. Ik zal niet herhalen wat ik hier in april in de commissie al tijdens een toelichting al heb gezegd in het kader van de wet op kindermishandeling. Ik ga de werking van het decreet inzake integrale jeugdhulp niet herhalen. We weten allemaal dat er capaciteitstekort is, dat er wachtlijsten zijn, dat er een te trage reflex is om in te grijpen, dat het parket en de jeugdrechters soms beperkt zijn. Hun handen zijn soms gebonden om te kunnen ingrijpen, zolang men in de schijn van vrijwilligheid ter plaatse blijft trappelen.

Ik wil wel refereren aan het wetsvoorstel betreffende kindermishandeling. Daarin wordt gesproken over en gehandeld rond risicotaxatie. Zoals ik daarnet zei, kan je pas veiligheid installeren, als je het gevaar herkent. We moeten dus nog meer inzetten op het herkennen en interpreteren van signalen. Met een risicotaxatie kunnen we dat objectiveren. Het wetsvoorstel spreekt ook over graduele toerekeningsvatbaarheid, over de strafmaat, verjaring, elektronisch toezicht, behandeling tijdens detentie, terbeschikkingstelling bij de strafuitvoeringsrechtbank, indien nodig omgangsverbod met kinderen en – wat me na aan het hart ligt – de informatiedoorstroming.

Ik zal niet ingaan op het technische aspect van het wetsvoorstel, want ik ben geen jurist. Ik ben ervan overtuigd dat er hier experts zijn met meer kennis van zaken dan ik. Vanuit mijn geschetste dagelijkse operationele ervaring wil ik wel vragen stellen over hoe onze aanpak en onze cultuur volgens mij nog meer naar moeten evolueren. Enkel door een casus te bekijken elk vanuit zijn dynamiek, elk vanuit zijn invalshoek en zijn eigen rol, krijgen we een volledig beeld en zicht op een totale context.

Met dat volledige beeld, met die puzzel kunnen we effectiever optreden. Daarom ben ik grote pleitbezorger, naar analogie van de casusbesprekingen in geval van intrafamiliaal geweld, van een duidelijk wettelijk kader dat gradueel opgebouwd is, te beginnen bij het leren zien van risico's. We moeten meer vorming en opleiding geven aan professionals. We moeten werken met objectieve inschattingen, risicotaxatie. Er is de noodzaak tot handelen, waarvoor we een aantal instrumenten hebben gekregen. Ik denk aan artikels 458bis en 458ter, die toelaten om het beroepsgeheim eventueel op te heffen en aan

informatiedeling te doen. We moeten melden daar waar nodig. We moeten multidisciplinair werken, want politie en Justitie zullen de zaken niet alleen oplossen. Hulpverlening zal het evenmin alleen oplossen. Soms heb je het ene, dan het andere nodig. Soms heb je beide nodig. Daar waar nodig, moeten we repressief optreden, straffen en beschermen.

Zolang we het gevaar niet kennen en herkennen, zullen we geen gepast antwoord kunnen bieden. Zolang we vertrekken vanuit verkeerde aannames, zoals bij opgroeiende kinderen dat iedere ouder het beste wilt voor zijn kinderen, terwijl niet iedere ouder daartoe in staat is of dat je om ruzie te maken met twee moet zijn, zullen we geen gepaste reactie kunnen bieden. Zolang we niet beseffen dat er nu eenmaal mensen bestaan met seksuele voorkeuren die wel degelijk genadeloos overgaan tot daden en slachtoffers maken en blijven maken, zullen we niet kunnen beschermen en voorkomen. In dat opzicht was de reportagereeks *Godvergeten* weeral nodig en was die een belangrijke eyeopener, nogmaals helaas.

Dank u vriendelijk voor uw aandacht.

De **voorzitster**: Dank u wel, mevrouw Swennen. Zoals afgesproken, zullen we eerst aan de drie sprekers het woord geven en daarna vragen en antwoorden proberen te behandelen.

Ensuite, nous avons la présentation de Mme Cervello.

**Claire Cervello**: Bonjour à toutes et à tous. Claire Cervello. Je suis inspectrice principale spécialisée. Je travaille à la zone de police de Bruxelles-Capitale-Ixelles. Je suis la responsable de la section EVA qui a été créée il y a trois ans et demi au sein de notre zone. On m'a demandé de venir aujourd'hui vous expliquer notre travail et l'objectif de la section.

Elle a été créée sur la base des bonnes pratiques qui avaient lieu dans les CPVS, les centres de prise en charge des victimes de violences sexuelles, puisque POLBRU, la zone de police de Bruxelles-Capitale-Ixelles, était zone pilote dans le cadre des CPVS. Depuis 2017, on travaille dans ce cadre-là. Le point principal qui a été retenu est de se dire que quand on se base sur ce qui est bon pour la victime, cela transforme les pratiques de tout le monde et cela améliore nettement la prise en charge. Dans les CPVS se coordonnent des infirmières, des médecins, des psychologues, la police. On s'est rendu compte que si on arrivait à changer notre cadre et à se mettre vraiment du point de vue de la victime en se demandant ce qui est bon pour elle, on arriverait à transformer nos

pratiques et à avoir de meilleures prises en charge.

Il y a trois ans et demi, notre zone de police a décidé de créer la section. On était cinq au départ avec pour objectif d'améliorer l'accueil des victimes susceptibles de double victimisation au sein de la zone. On nous a demandé de travailler essentiellement au départ sur les victimes de violences intrafamiliales et de violences sexuelles.

Les premières choses qu'on a mises en place, c'était déjà de nous former nous-mêmes parce qu'on s'était rendu compte que si on voulait être des experts en la matière et pouvoir transmettre notre savoir, il fallait qu'on soit formé. On a pu suivre des formations en victimologie, en approche multidisciplinaire des violences sexuelles. On a essayé de se former dans différents colloques parce qu'on s'est rendu compte que c'était très bien de former des sections spécialisées – on fait de bonnes prises en charge et, au fur et à mesure, on commence à être connu en la matière – mais il est aussi très important de continuer à se dire que nous ne pouvons pas prendre en charge toutes les victimes, parce que c'est la capacité de la police. Il y a toujours des services de première ligne qui doivent prendre en charge des victimes de violences sexuelles, de violences intrafamiliales, des victimes tout court. Il est donc aussi important de pouvoir donner les moyens, la connaissance à tous les policiers pour que la prise en charge en règle générale augmente.

Concrètement, la section EVA chez nous prend en charge les premières auditions. Nous sommes tous policiers et nous travaillons donc vraiment dans le dépôt de plaintes. On nous avait demandé au tout début de pouvoir remplacer les collègues de première ligne. Comme je vous l'ai dit, c'est impossible du point de vue de la capacité, parce que nous étions cinq. De plus, pour notre zone de police, nous nous sommes rendu compte qu'en matière de violences intrafamiliales, il y avait environ entre huit et dix interventions par jour. L'année dernière, plus de 1 000 victimes se sont présentées dans les CPVS. Bref, il était impossible de faire de la première ligne à cinq.

Nous nous sommes alors dit qu'au lieu de nous substituer à l'accueil des commissariats, autant ouvrir une nouvelle porte d'entrée pour développer un réseau de partenaires-passerelles, avec des ASBL, des avocats et tous les professionnels qui travaillent avec des victimes de violences sexuelles et de violences intrafamiliales. L'objectif est que des victimes particulièrement fragilisées puissent prendre contact avec nous et puissent, sur rendez-vous, venir déposer plainte. Nous nous sommes rendu compte que cela répondait à une vraie demande, tant de la part des victimes que des

professionnels, de pouvoir avoir des points de contact avec des policiers spécialement formés en la matière.

Nous en parlons au début avec ma collègue, nous nous sommes rendu compte qu'avec EVA, nos zones de police avaient pu mettre un nom, une étiquette, une façon de fonctionner sur quelque chose qui existait déjà dans la police. Nous n'avons rien révolutionné: nous avons seulement pu centraliser du personnel formé dans un service de notre zone de police. Comment cela se passait-il auparavant? Bien souvent, il y avait des services non policiers d'aide aux victimes, que les ASBL et les professionnels connaissaient et vers lesquels ils renvoyaient les victimes. Eux connaissaient les policiers spécialisés et formés ou, en tout cas, à l'aise dans cette matière et les renvoyaient vers ceux-ci. Donc, cela a permis de cadrer et centraliser notre travail.

Nous donnons aussi beaucoup de formations en interne et en externe, tant sur les violences intrafamiliales que sur les violences sexuelles, parce que nous nous sommes rendu compte que la justice et la police n'étaient pas forcément la réponse attendue par les victimes ou, en tout cas, n'étaient pas capables d'apporter toutes les réponses.

On s'est donc rendu compte que si on pouvait former les professionnels et la société en règle générale sur ce qu'ils peuvent attendre de la police et de la justice, cela éviterait beaucoup de malentendus et beaucoup d'attentes non rencontrées une fois que des victimes se présentent chez nous.

Chaque victime a une temporalité et des attentes complètement différentes. En fonction du temps, ses attentes vont varier. Sa reconstruction après les faits va varier aussi. C'est important et c'est ce que nous essayons à chaque fois de recadrer chez nous. On se demande ce qui est bon pour la victime, ce qu'elle attend maintenant et ce que, moi, en tant que policier, je peux lui apporter. Peut-être ne suis-je pas la solution. Cela aussi, c'est important de pouvoir l'expliquer. Mais, pour cela, il faut connaître le fonctionnement, être capable de reconnaître la victime, savoir comment aller discuter avec elle, pouvoir expliquer quelle est la suite logique de la procédure judiciaire, pouvoir lui expliquer que ses attentes ne vont pas forcément être rencontrées en déposant une plainte chez nous et que la police et la justice ne sont pas toujours la réponse en matière de violences sexuelles.

Là où je rejoins de nouveau ma collègue, c'est que je pense que la détection est importante. Mais

l'autre point que je voudrais amener, c'est aussi pouvoir se dire qu'il y a la détection mais qu'il y a aussi la prévention. On est toujours, dans les matières de violences sexuelles, au niveau de la réaction. Que peut-on mettre en place après coup pour corriger le tir pour que les victimes se sentent mieux, pour réparer le dommage qui a été commis?

Il faut, pour moi, investir massivement dans la prévention, dans l'éducation depuis tout petit. Si on arrive à pouvoir se dire que tout le monde peut être respectueux, si on travaille sur le sexisme et sur le consentement depuis les maternelles, peut-être que tant les victimes apprendront à pouvoir dire plus facilement non... Je ne veux pas que ce soit mal compris: ce n'est pas qu'elles ne savent pas dire non mais c'est pouvoir se dire "je me respecte" et que le respect de soi-même, c'est aussi pouvoir mettre des limites et des barrières.

À l'inverse, il faut pouvoir se dire que les auteurs apprennent aussi à respecter un "non", que le "non" est audible. Avec cela, on espère qu'il y aura moins de dossiers. On travaille donc au maximum pour le bien-être des victimes, pour améliorer tout cela mais on se rend compte que si, à la base il n'y a pas un travail qui est fait au niveau de l'éducation, on n'avancera jamais dans la prévention au niveau des violences sexuelles.

La **présidente**: Je donne à présent la parole à maître Monville pour sa présentation.

**Pierre Monville**: Mesdames et messieurs, il m'a été demandé – et je ne sais pas si je pourrai y arriver – de vous donner une explication sur un projet qui a été développé par le barreau de Bruxelles (les deux ordres). Nous n'avons pas été très originaux, parce que nous avons pratiquement repris le nom du projet de la police de Bruxelles: ils ont créé le projet Emergency Victim Assistance (EVA) et les barreaux ont décidé de créer le projet Lawyer Victim Assistance (LVA).

Il m'est demandé de vous expliquer le fonctionnement de notre organisation, ce qui ne pose pas de problème. Il est demandé de le faire "à la lumière de la mission de votre commission", ce qui va poser plus de difficultés. Il est demandé d'exposer les problèmes rencontrés dans ce processus, OK; les éléments positifs, OK; les expériences professionnelles, OK. Et alors, là, je suis un peu mal à l'aide, il est demandé de faire des recommandations et suggestions politiques éventuelles, ce qui va peut-être un peu dépasser le cadre de ce que j'ai à vous dire cet après-midi.

Dans le projet LVA, ce sont les avocats des barreaux de Bruxelles francophone et

néerlandophone qui vont se mobiliser pour essayer d'apporter une aide aux victimes qui soit plus efficace que ce qu'elle n'était auparavant. Je vais vous présenter la genèse du projet, puis vous décrire les deux volets de ce projet: d'une part, assurer aux avocats une formation spécialisée – je ne vais pas être beaucoup plus original que ce qu'a dit Mme Cervello –, et, d'autre part, créer une permanence spécifique pour les avocats qui sont formés aux questions de violences de genre, ce qui est un projet tout à fait spécifique à la zone de police Bruxelles-Capitale/Ixelles.

Quelle est la genèse du projet? Vous en avez peut-être déjà entendu parler, la Convention d'Istanbul qui est fondamentale pour la matière dont on parle. Plus particulièrement pour le barreau de Bruxelles, nous avons signé en mars 2022 – le 8 mars, ce n'est pas une date anodine – un protocole par lequel le barreau de Bruxelles, francophone, s'engageait à une prise en charge spécifique pour les victimes de violences de genre.

Très concrètement, on a commencé nos réflexions en décembre 2021 – pour vous dire, que, parfois, c'est des petites choses qui en amènent des grandes – aux Midis de la formation; ce sont donc des formations qui sont assurées pour les avocats du barreau de Bruxelles. On m'a demandé, au début de l'année 2021-2022, si je voulais faire un sujet qui intéresserait les avocats. Et je m'étais rendu compte, en fait, que dans nos dossiers, nous avions de très mauvaises réactions – en tout cas, nous ne présentions pas des choses très consistantes – aux violences faites aux femmes et, donc, nous avons décidé de faire une première communication à ce sujet-là.

Début 2022, le bâtonnier, à l'époque, prend un peu la balle au bond et nous permet de prendre contact avec les zones de police. Pourquoi? Parce que le but est de se dire – et ce sera un leitmotiv de ce que je vais vous dire cet après-midi – le barreau, les avocats ne doivent plus attendre que les victimes viennent les trouver. C'est l'inverse: il faut aller au-devant de leurs demandes. Franchir la porte d'un commissariat peut être parfois difficile; franchir la porte d'un bureau d'avocat est encore pire. Bref, en 2022, nous avons, sur le plan politique, des contacts – qui sont toujours en cours – tant avec le secrétariat à l'Égalité des genres et l'Institut. Nous avons également, depuis lors, eu des contacts avec Mme Ben Hamou, qui travaille pour la Région bruxelloise. Nous avons également rencontré des magistrats, parce que tout ce que nous avons fait a dû être validé par les procureurs et procureurs généraux. Et nous avons donc essayé de mettre notre projet en place.

Le projet, c'était – on va voir qu'il a fallu un peu

rétropédaler – essayer de trouver une manière, pour les avocats, d'être présents de manière plus précoce aux côtés des victimes de violences de genre. On s'est rendu compte de quoi – et je vais emboîter le pas à Mme Cervello – c'est que la première chose qu'il fallait faire, c'est que les avocats balaient devant leur porte. Quand on s'occupe de dossiers de violences intrafamiliales ou de violences sexuelles, il faut complètement changer son logiciel. On ne peut pas, comme avocat ou comme juriste – je parle de tout le monde, que ce soient des magistrats, des policiers ou des magistrats du parquet – traiter ces dossiers-là comme tous les autres dossiers.

On a parlé des questions de victimisation secondaire, ce sont des choses qui sont essentielles. On a donc mis en place cette formation qui est en cours, et je vous en dirai un petit mot.

Une autre chose qui a été dite cet après-midi, c'est l'approche pluridisciplinaire. Pour les avocats, c'est fondamental. Il s'agit d'ouvrir les portes, d'un petit peu respirer, d'avoir des contacts avec autre chose. En effet, un colloque de juristes, d'avocats, ce sont des avocats qui parlent à des avocats, d'affaires d'avocats. Quand on traite des questions de violences de genre, on doit accepter qu'on reçoive des informations de la part intervenants de terrain, et des policiers. Les services de Mme Cervello viennent nous rendre visite, des magistrats, SOS Viol. On a donc toute une série d'intervenants qui nous permettent de nous ouvrir à d'autres réalités.

Je vais d'abord vous parler de cet objectif-là qui a vu le jour à partir du mois de janvier 2023. On s'est inspiré de ce que font les magistrats. Je rappelle que cette formation est obligatoire pour les magistrats. On a parfois encore peine à en voir les effets concrets mais j'imagine que c'est en train de changer. D'un autre côté, nous avons un peu copié ce que faisait l'Institut de formation, l'IFJ, et nous invitons des sociologues, des psychologues et tout ce qui avec. Nous organisons de petites sessions de 35 participants maximum. Ce sont quatre jours complets de formation qui sont dispensés aux avocats. La première formation s'est déroulée en 2023. J'ai pris l'exemple le plus récent de nos formations. Il y a eu celle de 2023 et il y aura celle de 2024 mais vous verrez, en consultant les documents, que ces formations sont assez complètes. On est à un quatrième cycle, ce qui veut dire que pratiquement une centaine, 120 avocats exactement du barreau francophone, ont été formés, mais je peux également parler pour nos collègues du barreau néerlandais qui, eux, commenceront leur première formation dans les semaines qui viennent, en février et en mars 2024.

Quel est le but de tout cela? Il est double. D'abord, c'est de créer une liste d'avocats spécialisés, et c'est une réalité, vous voyez qu'on vous donne les références de l'information qui figure en ligne. Les deux Barreaux francophone et néerlandophone de Bruxelles ont des listes d'avocats spécialisés dans la prise en charge des victimes de violences de genre. Si vous allez sur l'onglet indiqué, on voit qui s'en occupe avec les spécialisations, la langue pratiquée, la pratique ou non de l'aide juridique. Ces informations sont à disposition des victimes.

Nous avons également un projet en cours, dont je dois encore vous parler une seconde. Il s'agit d'un projet-pilote qui ne concerne que la zone Bruxelles-Capitale. Il est assez simple: je disais qu'il fallait aller au-devant des victimes, mais en les respectant. Ce qui me semble le plus important est de leur communiquer une information. Cela a été dit par les deux précédentes intervenantes. Il ne faut pas oublier que la victime de faits de violences de genre est une personne qui a été dépossédée par les événements et que, pour pouvoir l'aider, il ne faut pas la brusquer. Donc, si vous dites: "fais ça, fais ça", vous perdez le contact et cela ne sert à rien. Il va falloir recréer du lien et de la confiance avec elle. Pour ce faire, il faut respecter sa temporalité, comme cela a été dit.

Donc, le barreau s'est dit: "Nous n'allons pas nous imposer en disant: nous voulons être là", comme lorsque se tient une audition Salduz, que la loi a codifiée en 2016. Ici, notre projet est simplement de transmettre une information aux victimes en leur disant: "Vous êtes dans cette situation-là. Il y a des professionnels formés, capables de vous aider, de vous écouter et de vous accompagner. C'est votre démarche à vous qui nous importe. Voulez-vous prendre contact? Voici les informations. Vous ne le souhaitez pas? Nous n'allons pas insister." Si la personne accepte l'aide que nous lui fournissons et qui est gratuite, elle contacte alors une adresse mail ou un numéro de téléphone. Il y a une permanence – ce n'est pas très original – avec des avocats qui savent que, chaque semaine, ils sont susceptibles d'être contactés par des victimes. Nous avons l'obligation de répondre à un appel dans les 48 heures et de recevoir, au plus tard dans les huit jours, la personne qui s'est ainsi manifestée.

Vous voyez donc un peu les informations. Cela a été formalisé. Il existe des protocoles. Le projet vaut pour six mois: il a commencé le 13 novembre et doit se terminer le 13 mai 2024. De nouveau, on fait cela pour Bruxelles-Capitale, mais on peut se demander pourquoi on arrête cela à tel endroit. L'Avenue Louise, d'un côté, c'est Bruxelles-Capitale et peut-être est-ce une autre zone à côté.

Donc, nous allons très vite nous heurter à un problème et nous allons devoir étendre le service que nous proposons à l'ensemble des zones de Bruxelles-Capitale. De plus, il n'y a aucune raison ne pas faire de même ailleurs dans le pays.

Voilà ce que j'avais à vous dire sur notre projet. Pour essayer de répondre aux questions posées, ce qui est important – je crois qu'il faut qu'on change un peu notre manière de voir les choses, notre paradigme – c'est qu'il faut impliquer tous les acteurs. On ne peut pas régler les problèmes de violences sexuelles via la police, ni via les magistrats, ni via les avocats. C'est un travail commun. Je crois que tout le monde en est de plus en plus conscient.

La deuxième chose est que le plus important est de bien respecter la victime et de lui permettre de redevenir l'acteur de sa vie, de son dossier, avant toute autre chose. C'est vraiment le plus important. Qu'est-ce que cela veut dire? On en a parlé un peu cet après-midi. La réponse pénale n'est pas la seule. Ce n'est pas toujours celle qui est la plus adéquate. Pour les avocats, c'est un peu balayer devant notre porte. Parce qu'il est tellement facile de dire: "Déposez plainte, allez chez un juge, allez à l'audience". Mais peut-être qu'au bout du compte, on fait pire que bien, parce que la victime va être ballottée à nouveau, à nouveau dépossédée de son dossier. On va dire: "Fais comme ceci, comme cela." Il ne faut pas oublier qu'à la fin d'une procédure, nous classons le dossier, mais la victime reste avec toutes ses questions, avec tous ses problèmes, avec toutes ses demandes, avec toutes ses angoisses. Toutes ces choses n'ont pas vocation à être réglées simplement parce qu'une audience a eu lieu.

Il est important d'avoir cette vision, de pouvoir proposer d'autres solutions et de ne pas recourir uniquement à la solution pénale.

On me demandait ce que je suggérais au niveau des politiques. Je vous ai dit que je resterais très prudent à ce sujet. Il me semble qu'il y a deux axes de réflexion dont un a déjà été évoqué cet après-midi. Excusez-moi si cela peut paraître un peu contradictoire. Pour mieux défendre les victimes, il faut travailler sur les auteurs. L'un ne va pas sans l'autre. Si l'on a pas cette ambition de travailler à la racine des problèmes... Le problème, ce sont en effet les auteurs. Il faut faire ce travail-là pour mieux défendre les victimes. Quand nous défendons un auteur, nous changeons notre manière de dire les choses. On ne va pas dire: "Mais monsieur, vous avez raison, c'est évidemment la faute de..." On commence à dire: "Réfléchissez." Nous allons avoir une interaction quelque peu autre avec celui qui est en face de

nous. Une question est très révélatrice et ne comporte jamais de bonne réponse. Il s'agit de dire à celui qui est là: "Est-ce que vous voudriez que l'on fasse cela avec votre fille, avec votre sœur, avec votre mère?" Évidemment, la personne explose et dit: "Ce n'est pas possible". Je leur dis: "Vous voyez bien la réponse. Ce n'est pas possible pour elles, pour votre mère, votre femme ou votre fille, cela doit être la même réponse pour la personne que vous avez agressée."

Ce que je voulais ajouter – je suis en voie de terminer, j'espère que je n'ai pas été trop long – c'est de vous rendre attentifs à ce qui se passe en Espagne. On a eu beaucoup d'informations, de notre côté, mais comme au barreau on n'a pas beaucoup de pouvoir d'investigation... Ils ont créé, je pense que c'était à la fin du siècle dernier, même du millénaire dernier, des tribunaux spécialisés pour les victimes de genre. Je pense que c'est quelque chose qu'on devra un jour mettre en place, parce que ça, je crois que c'est efficace. Là, on a une vue qui est globale, depuis le début, depuis le moment où une intervention est sollicitée par une victime, ou la police qui est courant, jusqu'au moment du jugement. Si on a cette vue transversale du parcours d'un auteur, on évite les situations que Mme Swennen a décrites, me semble-t-il. Ça, pour moi, c'est une urgence.

On a créé les tribunaux de la famille, de la jeunesse. Quand on parle des violences sexuelles, c'est morcelé. Est-ce que vous savez que si vous avez un auteur d'infraction vis-à-vis de mineurs et qu'il y a des mineurs en danger, il est quasiment impossible que les dossiers circulent? Parce que ce n'est pas les mêmes membres du parquet, parce que c'est pas les mêmes sections, parce que ça prend un temps fou pour qu'on ait une partie de dossier qui soit versée de l'autre côté... C'est inadmissible.

Dernière chose à vous dire, c'est qu'en Espagne, cela semble bien marcher. On dit que la peur doit changer de côté. Eux, ils ont fait une chose. Alors, il faudra peut-être être prudents. Vous savez qu'on a changé – vous avez fait en sorte que notre code pénal sexuel soit changé il y a un peu moins de deux ans. Les Espagnols, eux, ont prévu que pour tout ce qui est violences sexuelles, c'est un renversement de la charge de la preuve. De ce que j'ai lu, mais je ne vais pas... Peut-être que les experts ne seront pas du même avis, mais je dis que c'est une option parce que de cette manière-là, la peur change vraiment de côté. Ce sont des mesures que je trouve fortes. Créer des tribunaux dédiés à ce type de violences, et que le message soit très clair. C'est celui qui est l'auteur qui doit prouver le consentement, et plus l'inverse. Voilà ce que j'ai à vous dire. Merci de votre attention.

**La présidente:** Merci beaucoup.

Ik kijk naar de collega's. Zijn er nog vragen of opmerkingen? Ik stel voor dat er een vraag gesteld wordt en dat er meteen geantwoord wordt. Dat geeft ons de mogelijkheid tot debat.

Je propose que nous posions une question à laquelle il sera répondu tout de suite. Ensuite, nous passons à la suivante. Sinon, cela prend beaucoup de temps de répondre à toutes les questions.

**Valerie Van Peel (N-VA):** Ik dank de sprekers voor hun uiteenzettingen. Ik zal kort enkele vragen stellen die bij mij opkwamen.

Om te beginnen, ik volg heel veel van uw uiteenzettingen, zeker inzake het wakker worden van de maatschappij. Pas als wij allemaal, elk vanuit zijn rol, leren herkennen, kunnen wij stappen ondernemen. Dat vind ik heel belangrijk.

Er speelt natuurlijk vaak heel veel handelingsverlegenheid bij de hulverleners, en ook bij de mensen zelf. Een beetje schuldig verzuim. Men hoort vaak, als iets boven water komt en men het retrospectief bekijkt, dat er al veel signalen waren. Daar beleidsmatig een antwoord op geven, is natuurlijk niet altijd zo eenvoudig.

Wat mij wel opvalt, is dat u allemaal proefprojecten vermelden. Daar gaat het om een fout die aan de beleidskant ligt, wat mij betreft. Er zijn vaak proefprojecten begonnen die succesvol eindigden maar die op een of andere manier nooit voorbij dat proefproject geraakt zijn.

Het Protocol van Moed is hier vandaag niet vernoemd, maar mevrouw Swennen was daar zeker bij betrokken. Het dateert van 2012. Ik zie niet goed in waarom het nog niet is uitgerold over de volledige natie. Het Protocol van Moed is een casusoverleg in Antwerpen tussen hulverlening, politie en justitie. Het heeft echt zijn nut al bewezen, maar het werd niet verder uitgerold. Ik meen dat dat vaak het probleem is.

Eén ding wil ik u wel vragen. Ik hoor u allemaal zeggen dat voor de slachtoffers justitie niet altijd het antwoord moet zijn. Dat begrijp ik, in die zin dat het slachtoffer daar niet per definitie mee geholpen is, zeker niet zoals justitie vandaag werkt. Dat wil ik er wel aan toevoegen, want soms is de vraag of men justitie niet beter moet maken dan dat men de gevolgtrekking moet maken dat men er minder op moet inzetten.

Wij merken uit de verhalen en uit de getuigenissen van de afgelopen weken dat men bij seksueel

geweld en zeker bij seksueel geweld op minderjarigen heel vaak te maken heeft met veelplegers. De meeste kinderverkrachters, om het zo te zeggen, hebben niet één slachtoffer, maar meer. Het is door het gebrek aan informatie die op tijd bij de politie belandt, die op tijd door justitie wordt opgepikt, en die niet zomaar geseponeerd wordt maar waar men daadwerkelijk een onderzoek naar voert en waar er een uitspraak komt, dat men niet kan vermijden dat een dader opnieuw slachtoffers maakt.

Hier hebben mensen gezeten met verhalen uit de jaren 70, waarbij we moeten vaststellen dat de dader vandaag of tot voor kort nog met kinderen werkt. Dan zitten we toch met een gigantisch probleem in de maatschappij.

U hebt belangrijke zaken aangekaart zoals meer vorming, onder andere bij het medisch personeel dat niet weet hoe men signalen van kindermishandeling of kindermisbruik kan opvangen, en meer vorming bij het CLB en de scholen. U had het ook over betere informatiedeling. Daar is absoluut nood aan. Casusoverleg is daar een goed antwoord op. Laat ons dat uitrollen over heel het land.

Toch blijf ik met vragen zitten. Als we een maatschappij zijn waar maar 99 % van de daders ooit veroordeeld wordt, dan hebben wij een gigantisch probleem. De vraag is hoe wij dat oplossen, zonder zo ver te gaan als wat u op het laatste zei, meester. Ik weet niet of we de bewijslast mogen omdraaien. Ik ben zelf nogal vrijdenkend op juridisch vlak, maar daar raakt men in mijn ogen aan een principe waar men niet aan mag raken. De vraag blijft bij mij wel hoe we toch in een systeem geraken waarbij daders meer worden berecht. Dat is echt aan vraag aan u, vanuit de politie. Waar kan er nog verbetering zijn? Is het een optie om de verjaringstermijn ook retroactief op te heffen? Dat is dan voor de oude dossiers, maar die vraag wil ik toch stellen.

Kunnen we iets doen rond schuldig verzuim dat meer moet worden aangepakt, zodat mensen ook geresponsabiliseerd worden in het spreken? Is er in het beroepsgeheim toch nog iets dat moet worden aangepast? Is er met de bewijslast nog iets te doen?

Dat zijn de vragen waarmee ik blijf vastzitten. Ik hoop van u nog een paar ideeën te krijgen. Dank u wel alvast.

De **voorzitter**: Ik geef eerst het woord aan mevrouw Swennen.

**Valerie Swennen**: Mevrouw Van Peel, u hebt veel

gevraagd. Ik heb wat nota's genomen. Ik heb mijn collega daarnet mogen ontmoeten en we hadden uiteraard meteen een klik. In mijn twintigjarige ervaring is dat een van de pijnpunten die ik al zo lang benoem. Waarom moeten we altijd opnieuw het warm water uitvinden? Er komen altijd tijdelijke projecten. Er worden dan miljoenen euro's gespendeerd aan projecten die soms tot prachtige resultaten leiden om dan dood te bloeden. Ik ben absoluut voorstander om iets consciëntieuzer de financiering te bekijken. Wat hebben we? Waar moeten we bijsturen? Waar moeten we versterken? Dit moet komen in de plaats van het zoveelste tijdelijke project. Dat is de realiteit van de dagdagelijkse werking. Mijn eerste aanbeveling is dus de versterking van wat er al bestaat. Daar waar het wat mank loopt, moeten we misschien bijsturen. Soms zien we heel mooie initiatieven, zoals de Zorgcentra na Seksueel Geweld, waarvan ik geen letter verkeerd zal zeggen, maar zij zijn er gekomen met amper bijkomende capaciteiten en middelen voor de politiediensten. Dat wil zeggen dat de zedeninspecteurs allemaal opgeleid moesten worden, allemaal in een permanentie moeten voorzien. Het komt er allemaal nog eens bovenop. We kunnen dus beter kijken naar bestaande initiatieven en daar versterken en indien nodig bijsturen.

Justitie is niet altijd het antwoord, daar volg ik u in. Dat geeft aan, voor de zoveelste keer, dat we eigenlijk heel gefragmenteerd naar deze problematiek kijken. We komen van een cultuur waarbij we misschien gewoon onze kop in het zand hebben gestoken en niet keken, dan gingen we naar een cultuur waarbij we enkel keken naar de pleger. Nu bestaat het risico dat we enkel nog maar kijken naar het slachtoffer en wat er goed is voor het slachtoffer. Het is in mijn ogen niet of-of, maar en-en. Een slachtoffer kan perfect goed opgevangen, ondersteund en geïnformeerd worden, met een goed forensisch onderzoek en een goede doorverwijzing naar hulpverlening, opnieuw controle geven. Dat is onmiskenbaar helemaal nodig, maar dat sluit de verantwoordelijkheid van onze maatschappij niet uit tegenover plegers, dikwijls veelplegers. Denk aan mijn tweede casus met negen geïdentificeerde slachtoffers, waarbij ondertussen een tiende slachtoffer was gevallen, denk aan mijn eerste casus met de jongeman van negentien jaar, een sublieme geneeskundestudent, met al minstens drie slachtoffers.

Volgens mij moet het ene het andere niet uitsluiten. In mijn ervaring heb ik het altijd bekeken vanuit het oogpunt van het slachtoffer. Dat was mijn rol, mijn invalshoek, maar volgens mij is het niet of-of, maar wel en-en.

Dat brengt ons tot uw punt dat we bepaalde wetgeving misschien moeten aanpassen of bijsturen. De initiatieven die er al zijn genomen rond verjaringstermijnen zijn onmiskenbaar een vorm van erkenning ten aanzien van de slachtoffers, wat heel belangrijk is. Wat betreft het al dan niet schuldig verzuim en de handelingsverlegenheid, daar kan ik enkel maar refereren aan het belang van professionals trainen en richtlijnen opstellen, maar dat moet van bovenuit komen.

Als ik kijk naar de werking van het decreet integrale jeugdhulp en naar de attitude die soms aan de dag wordt gelegd vanuit heel veel hulpverlening en men dan met een mooi woord zegt dat er veel handelingsverlegenheid is, dan moeten er richtlijnen komen over wanneer het wel nodig is om wel te spreken. Ik refereer hierbij aan wat ik al zei. We moeten nog meer werken aan een cultuurverschuiving, waarbij we moeten inzetten op die driehonderdzig graden blik, het volledig beeld krijgen en elk vanuit zijn invalshoek. Begrijp mij niet verkeerd. Een pleger die erkent dat hij in de fout is gegaan, die zegt dat het sterker is dan hemzelf en dat hij hulp nodig heeft, die zullen we niet helpen door hem in de gevangenis te stoppen.

**Pierre Monville:** Ik kan u garanderen dat wij dit project tot een goed einde zullen brengen. Ik wil nu al een afspraak maken voor september. Ik zal op papier zetten dat het project veralgemeend zal worden. Ik zweer dat, zoals ik ook heb gezworen dat ik hier de waarheid zou spreken. Dat is al beslist, punt.

Wat betreft mijn stelling dat het antwoord van het slachtoffer niet altijd een strafrechtelijke procedure vereist, u moet mij goed verstaan. Zoals u zegt, hebben wij voor zware gevallen niets anders ter beschikking, maar in de meeste gevallen van verkrachting of seksueel geweld gaat het om de directe omgeving. Het is iemand die men kent, een broer, een oom, een ex-partner. Het is niet altijd de wens van de persoon dat de pleger voor de rechtbank wordt gedaagd of naar de gevangenis moet.

Daar moeten andere oplossingen kunnen worden geboden.

U sprak over de verjaringstermijn. Ik wil u erop attent maken dat er een wetsvoorstel is houdende een radicale wijziging van de manier waarop de verjaring in België wordt geconcipeerd. Als ik het goed heb, en ik weet niet of het ooit wet zal worden, is het de bedoeling dat de verjaring alleen van toepassing is op het vooronderzoek en dat zodra een zaak aanhangig wordt gemaakt voor een rechtbank, de berekening van de verjaringstermijn

stopt. De verjaringstermijn zal heel lang zijn, zeker voor zedenzaken. Ik heb mijn standpunt gegeven over dit voorstel maar ik weet niet wat er ondertussen mee gebeurd is.

Ik ben ook voorstander een wijziging van de regels inzake bewijslast. U moet mij niet verkeerd begrijpen, maar het is een denkpiste. Het is een denkpiste ten opzichte van de daders. Als zij weten dat de regel omgedraaid is, zal dit misschien gevolgen hebben. Ik stel dus voor om het Spaans voorbeeld te volgen. Het is misschien best om daar inlichtingen in te winnen.

Dat was mij opmerking op uw verschillende vragen.

De **voorzitster:** Ik wil heel even inpikken op dat laatste punt. U spreekt over een omkering van de bewijslast. Hebt u het dan alleen over de toestemming?

**Pierre Monville:** Ja, het gaat over de toestemming. Een dader van seksueel geweld moet bewijzen dat er toestemming was. Er is een zin in het Spaans die mij ontsnapt, maar zegt ja is ja en ...

De **voorzitster:** Het uitgangspunt is dan dat er geen toestemming is.

**Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen):** Bedankt voor uw uiteenzetting, suggesties en voorstellen.

U verwacht veel van de politiek, van de beleidsmakers, en dat is terecht. Ik denk weliswaar dat de jongste jaren al een en ander is gebeurd.

Na de uitzending van de televisiereeks *Godvergeten* ben ik namelijk niet van mijn stoel gevallen. Twaalf jaar geleden maakte ik eveneens deel uit van de bijzondere commissie. Wij hebben toen heel veel zaken gehoord en veel aanbevelingen geformuleerd. Voor wie de toenmalige werkzaamheden heeft meegemaakt, was *Godvergeten* niet echt een verrassing.

Als we kijken naar de evolutie sinds die uitzendingen, vind ik wel dat een en ander is gebeurd. U hebt al verwezen naar de zorgcentra en dat vind ik inderdaad een schitterend initiatief.

Ook is verwezen naar de verjaringstermijn. Een wijziging van het Wetboek van strafvordering ter zake ligt ter bespreking voor in de commissie voor Justitie om de wijze van omgang met verjaring, stuiting, schorsing en dergelijke, grondig aan te pakken. In de komende weken zal dat verder worden behandeld.

Ik denk bijvoorbeeld ook aan het project code 37 in

Antwerpen, eerder een beleidsmatig project, niet wetgevend, om te zorgen voor minder seponeringen door veel wetenschappelijker te werk te gaan met bewijsmateriaal. Dat is begonnen als proefproject en zal verder uitgerold worden in de andere parketten, omdat het succesvol is.

Ik vernoem ook het seksueel strafrecht. We mogen niet vergeten dat men al meer dan veertig jaar probeert om het Strafwetboek te moderniseren. Wellicht en hopelijk landen we daarmee, maar omdat het een dermate groot werk is, is het seksueel strafrecht eruit gehaald, vervroegd behandeld en in werking getreden.

U werkt allen in de praktijk en ik wil u daarom vragen hoe u de wijzigingen van het seksueel strafrecht op het terrein ervaart. Die wetwijziging omvat immers ook een wijziging van de toestemming, aangezien toestemming dikwijls het zwak punt was in de bewijslast. Vindt u de wijziging van die bepalingen in de wet een grote vooruitgang voor uw werk op het terrein, of moeten we nog verder gaan, bijvoorbeeld tot een omkering van de bewijslast? Wat suggereert u?

Onze onderzoekscommissie werkt op federaal niveau. Voor zaken als preventie of de wachtlijsten zijn wij helemaal niet bevoegd. Welke specifieke wetwijzigingen of concrete suggesties hebt u nog voor het federaal niveau?

Ik heb nog een heel specifieke vraag aan de heer Monville over de bijstand van de slachtoffers. Dat is heel belangrijk.

Daders hebben onmiddellijk bijstand van een advocaat wanneer zij worden aangehouden of ondervraagd. Voor slachtoffers is dat niet het geval.

U creëert een systeem waarbij op heel korte termijn het slachtoffer eerstelijnscontact heeft met een advocaat die gevormd is. Is op dat vlak iets geregeld qua vergoeding voor het werk van die advocaten? Er is op dat punt immers nog wetgevend werk nodig, teneinde daarvoor ook een kader, zijnde een soort Salduz, te creëren voor de vergoeding van de bijstand van advocaten aan de slachtoffers.

Ik verneem graag hoe dit vandaag concreet in het proefproject wordt georganiseerd.

De **voorzitster**: Wie wil of kan als eerste antwoorden?

**Claire Cervello**: Mevrouw de voorzitster, mijn Nederlands is niet goed genoeg om in het Nederlands te antwoorden.

La **présidente**: Il y a des interprètes. Pour vous, ça fonctionne.

**Claire Cervello**: Sur la réponse par rapport au nouveau Code pénal sexuel, pratiquement, ça n'a rien changé spécifiquement, je trouve, dans la prise en charge des victimes. Dans les définitions, alors oui, il y a eu des définitions, il y a eu des choses qui ont été pointées. Je pense que mettre une définition du consentement pour l'éducation de la société était une excellente chose. Maintenant, dans la jurisprudence et dans le jugement des affaires, le consentement a toujours existé. Donc, le fait de mettre une définition dans le Code pénal n'a pas révolutionné le jugement ou la finalité des affaires. Maintenant, je pense que de l'avoir travaillé, d'avoir respécifié certaines choses... Au niveau de la communication, de dire qu'on travaille dessus, qu'on met les moyens derrière, c'était indispensable.

**Valerie Swennen**: Ik wil kort reageren op wat u zegt. Uiteraard is er veel veranderd. Tijdens mijn twintig jaar ervaring stel ik me op bepaalde momenten soms de vraag welk nut het allemaal heeft of waar ik mee bezig ben. Wanneer ik zo'n dipje heb, kijk ik altijd achteruit. Dan besef ik dat er ongelooflijk veel is veranderd.

Ik heb u gezegd dat ik hoofdinspecteur ben met bijzondere specialisatie. Die titel zorgt ervoor dat ik meer uitbetaald krijg. Die extra uitbetaling is bedoeld om steeds weer die luis in de pels te zijn. Ik word betaald om lastig te doen. Het zou een beetje vreemd zijn als ik hier kom vertellen hoe fantastisch we het allemaal doen, want dan kunnen we niet verder bouwen aan de weg.

Om iets te veranderen in de maatschappij, om een cultuur te veranderen, hebben we minstens twintig jaar, minstens één generatie nodig. Ik begin stilaan in de respectabele leeftijd te komen dat ik mijn expertise deel met de volgende generatie die het op haar beurt beter zal doen. Ik kom nu jonge collega's tegen die me fronsend aankijken en zeggen: "Hoe doen jullie dat nu? Wij gaan dat beter doen." Dan denk ik, ja, ik heb ook maar gedaan wat ik kon. Ik deel dus zeker uw feedback. Absoluut. We zullen niet blijven stilzitten. Er moet nog veel veranderen. We zijn er nog niet.

U vraagt expliciet naar voorstellen inzake federale wetgeving. De realiteit, waarnaar ik reeds heb gealludeerd, is dat wij ook geconfronteerd worden met decreten van het Vlaamse niveau. In het geval van een verontrusting van een minderjarige, hebben we op dat niveau regelgeving. Ik zou daar ook nog wel eens aan de appelboom willen gaan schudden.

Als laatste punt de bijstand door advocaten. In Antwerpen hebben we een gelijkaardig project gehad, waarbij bleek dat de urgentie van bijstand door een advocaat, naar analogie met Salduz, bij nacht en ontij voor een slachtoffer minder acuut was. Het slachtoffer is dikwijls beter geholpen een dag of enkele dagen later, wanneer alles een beetje is bekoeld. In het kader van Salduz is het hier en nu om 3 uur 's nachts. Bij een slachtoffer stellen we soms het omstandig verhoor uit naar een moment dat het slachtoffer wat meer ademruimte heeft. Daar is wat speling. We kunnen er uiteraard onmogelijk tegen zijn dat het slachtoffer bijstand krijgt.

**Pierre Monville:** Bijstand is momenteel gratis. Er is immers nog geen wettelijk kader voor de juridische bijstand. De balie is ervan uitgegaan dat slachtoffers hulp nodig hebben, los van het financiële aspect. Het eerste consult is gratis. Bij uitzondering mogen wij, gelet op de fragiliteit van de slachtoffers, een soort volgrecht uitoefenen. Na het eerste consult passen wij de normale regels toe, ofwel via het Bureau d'Aide juridique, het BAJ, ofwel via de klassieke toepassing van onze regels, indien de persoon voldoende gegoed is. Voorlopig werken we echter pro bono.

U zegt dat er toch wetswijzigingen werden doorgevoerd in het seksueel strafrecht. Zoals mevrouw Cervello heeft verklaard, bestond het concept van de toestemming van het slachtoffer reeds. Het is een soort consolidatie van de vaststaande rechtspraak van het Hof van Cassatie, maar die moest wat gemoderniseerd worden. In de dagelijkse praktijk stelt men vast dat men zich overeenkomstig de nieuwe wetbepaling van art. 2 van het Strefwetboek moet verdedigen. Het is geen revolutie. Het was een evolutie, een soort *aggiornamento*, maar er zijn geen nieuwe feiten die voorheen niet vervolgd konden en nu wel. Zo verging de wetswijziging niet, maar de hervorming was wel zeer dringend en belangrijk.

**Daniel Senesael (PS):** À mon tour de remercier les trois intervenants pour leur présence et leurs exposés respectifs. J'ai deux questions pour M. Monville. Monsieur Monville, vous avez fait état du projet-pilote, limité dans le temps – vous avez donné les dates de début et de fin, une durée de six mois. J'aurais souhaité savoir si... Je suppose qu'une évaluation est prévue, mais comment cette évaluation va-t-elle être réalisée? Sur quels critères et quelles bases?

Ma deuxième question: je trouve que c'est important que vous ayez mentionné le fait d'aller au-devant des victimes et ne pas attendre qu'elles se présentent elles-mêmes pour faire... bref dans

l'intitulé. Vendredi, nous avons eu l'audition des CPVS et j'ai retenu de cette audition, en tout cas que c'était ouvert 7j/7, 24h/24, pluridisciplinaire, une communication intense. Est-ce que ce n'est pas en contradiction avec aller vers les victimes, alors qu'on met à disposition toute une infrastructure et une stratégie? On a même parlé d'un bus qui pourrait être mis en place pour aller sillonner vers les victimes et ne pas attendre qu'elles viennent vers le centre; on a aussi dit que la police peut être chargée de véhiculer, amener les victimes vers le CPVS; on a aussi dit qu'il fallait assurer la mobilité et les déplacements vers ces CPVS. Je me demande comment vous voyez encore mieux pour aller vers les victimes, même si je partage, évidemment, votre idée en la matière? Merci pour vos réponses.

**Pierre Monville:** À votre première question, il y a effectivement une évaluation du projet qui se fait en partenariat avec le parquet et le parquet général. On a des *milestones*, on a une réunion – vous pouvez venir, si vous voulez – le 26 février avec le parquet et le parquet général. On a un expert qui a été désigné par toutes les parties pour, justement, avoir un regard extérieur et on contrôle: on a des outils statistiques pour voir les personnes qui font appel à nous, quel type de personnes, les suites qui sont données... On a quand même des outils qui sont assez fiables et le Barreau – de nouveau – se modernise. C'est fini l'image un peu ancienne de dire: "Les avocats, ils sont dans leur bureau, ils attendent et ils sont pas capables d'utiliser des outils plus modernes"

On a, dans ce protocole, une évaluation qui est prévue et je pense que pour nous, c'est important aussi de pouvoir mesurer l'impact que ce projet a, au-delà simplement de la bonne parole des uns et des autres, qui disent que ce projet a le mérite d'exister et doit trouver un épanouissement.

Pour votre question plus impertinente, je ne vais pas me retrancher derrière mon droit de ne pas vous dire la vérité pour ne point vous répondre. Les CPVS font tout, et vous avez raison: c'est vraiment une très belle réalisation. Du reste, vous devez savoir que, dans notre formation, nous recevons les CPVS qui viennent nous expliquer comment ils fonctionnent. Je crois que ce projet n'a pas besoin d'avocats, parce que tout a été conçu et anticipé, de sorte que la victime est prise en charge à tous niveaux – et pas seulement le jour même. Chaque semaine, leur service retéléphone aux victimes. Donc, c'est parfait.

Mais, pour répondre à votre question, voici un scoop! Nous avons demandé aux CPVS de créer un partenariat – et c'est ce que je vous demande de retenir – entre, d'une part, le Barreau et les

avocats formés et, d'autre part, les CPVS. Et la réponse a été positive. Ils nous ont dit: "Nous ne sommes pas des juristes, nous ne sommes pas des avocats. On ne peut pas attendre de nous que nous apportions des explications sur parfois les petites difficultés procédurales". Donc, le but est que nous puissions être présents – "nous", c'est-à-dire le Barreau et, je l'espère, pour l'ensemble de la Belgique – pour défendre l'idée de base d'une permanence. Puisque les CPVS ont des contacts une fois par semaine avec leurs patientes – comme ils les dénomment, et non pas "victimes", et je trouve le mot plus juste –, des questions juridiques se posent fatalement. Le but serait qu'une fois par mois, le Barreau puisse tenir une permanence à laquelle les patientes pourraient s'adresser, soit en présentiel soit en distanciel, pour obtenir une réponse qui serait apportée par un professionnel, donc un avocat qui pourrait répondre à leurs questions. Bref, plus que complémentaires, nous avons vocation à être partenaires.

**Claire Cervello:** Si je peux compléter, le fait d'apprendre à se connaître entre différents praticiens de la même thématique a permis de se rendre compte qu'au début, la police était très réticente. Beaucoup de collègues le sont encore à l'idée d'avoir des avocats présents lors d'auditions de victimes. Puisque la victime a le droit d'avoir une personne de confiance lors de son audition, et qui peut être son avocat, nous organisons pas mal d'auditions chez EVA, au cours desquelles les victimes demandent que leur avocat soit présent. Nous nous rendons compte que cela apporte une réelle plus-value, parce que si la victime a pu consulter un avocat avant de se rendre à la police, nous pouvons penser que l'avocat aura préparé le discours qu'elle doit dire pour s'assurer que son dossier soit plus solide. Or, en définitive, pas du tout: il explique seulement le fonctionnement de la justice et ce que la victime peut attendre de la police, mais aussi les faits et preuves à apporter, de même qu'il l'aide à préparer tout cela avant l'audition.

Donc, quand plusieurs personnes ont pu travailler autour, dont des avocats, cela devient souvent des auditions d'une qualité supérieure.

De **voorzitster:** Ik geef eerst het woord aan mevrouw Matz. Daarna probeer ik het woord te geven aan mevrouw Daems. Ik zal proberen, want eigenlijk moeten wij de volgorde in het oog houden.

**Vanessa Matz (Les Engagés):** Merci à chacune et chacun d'entre vous pour vos exposés et l'expérience que vous amenez.

Moi, je suis tout à fait d'accord sur le fait de dire: "Doit-on chaque fois réinventer quelque chose?" Il

y a des services qui fonctionnent. Peut-être ceux-là méritent-ils d'être évalués pour éventuellement, excusez-moi l'expression, "ajuster le tir", et peut-être être davantage financés. J'entendais que la zone de police de Bruxelles possède cinq intervenants dans la cellule. Vous dites vous-mêmes que ce n'est évidemment pas assez. Ne s'agit-il pas de renforcer cela?

Je voudrais faire une petite distinction. Maître, vous avez parlé des violences de genre, et de l'Espagne. C'est un modèle dont nous avons souvent débattu ici, avec les tribunaux spécifiques, avec des cellules au niveau de la police qui sont formées expressément, avec un accompagnement très fort des auteurs, avec le bracelet anti-rapprochement, etc. Ils ont un dispositif. Leurs chiffres sont extrêmement interpellants, en ce sens qu'ils enregistrent une diminution de toutes ces violences.

Il s'agit des violences de genre en général. Ici, ce dont on parle, ce sont les violences sexuelles, qui sont, à mon sens, spécifiques encore dans le spécifique. En Espagne, ce sont aussi les violences intraconjugales "plus classiques", les coups, le harcèlement, l'intimidation de la compagne ou du compagnon.

Ce n'est pas tout à fait la même chose. Ne faudrait-il pas – c'est ce que nous préconisons – des chambres spécifiques dédiées uniquement aux violences sexuelles? Je dirais même, à l'égard des mineurs, parce qu'elles sont encore différentes de celles à l'égard des majeurs.

Je pense personnellement qu'il faut, en Belgique, des chambres spécialement dédiées à cela, parce qu'on a aussi la nécessité. On voit que la police est formée. On voit que les avocats se forment. Mais pour les magistrats, il y a des formations, mais insuffisantes. Nous le savons. Ils ne sont pas tous formés. En tout cas, les magistrats de garde du parquet à Bruxelles – je viens de Liège où c'est la même chose – ne sont pas tous formés, non seulement aux violences intraconjugales, mais aussi aux violences sexuelles.

Certains ont les outils de la dangerosité qui sont mis à leur disposition, et qui ont été élaborés par les universités. Certes, ces outils sont importants. On est plutôt dans le cadre des féminicides où un ex-compagnon vient attendre son ex-compagne à la sortie du boulot, la menace, gratte sa voiture, vient sonner chez elle, et n'arrête pas de lui téléphoner. Ces paramètres font qu'à un moment donné, cette personne est dangereuse et pourrait passer à l'acte. Ce sont les grilles que les parquets ont. A ma connaissance – mais peut-être que je me

trompe – peu de magistrats sont formés spécifiquement aux violences sexuelles. La réponse n'est pas toujours judiciaire mais elle doit pouvoir l'être quand la victime le choisit.

Ce n'est pas du tout pour jeter le bébé avec l'eau du bain, mais il s'avère que forcément, lorsqu'on a des magistrats formés, la réponse peut être différente, de la même manière que vous formez le barreau, que la police de première ligne est formée. Je ne demande qu'une chose: c'est que vos expériences soient étendues à l'ensemble du territoire, car ce n'est pas le cas. Même dans les zones de police plus importantes en Wallonie, à ma connaissance, il n'y a pas cela. Oui, il y a probablement des policiers qui sont formés plic-ploc, comme on dit, mais il n'y a pas de cellules telles que vous les avez constituées, qui seraient en capacité de répondre, et de collaborer avec les CPVS. De la même manière, vous avez dit vous-même, maître, qu'il était nécessaire que ce soit étendu à l'ensemble des barreaux, et pas uniquement au barreau bruxellois.

J'en viens à la question du consentement. Vous l'avez dit: ne faudrait-il pas une présomption différente? C'est une question que nous avons largement débattue lors de l'adoption du Code pénal sexuel. Il y a des entraves à cela et vous les connaissez probablement. Il s'agit de la question de la présomption d'innocence. Une forme de solution médiane a été adoptée. Il y a des présomptions irréfragables de non-consentement lorsqu'on est face à des incestes. En dessous de dix-huit ans, il y a une présomption irréfragable de non-consentement. C'est une avancée majeure de ce texte, de ne pas considérer qu'un auteur puisse prétendre le contraire.

Ne pas considérer qu'un auteur – imaginons seize ans et demi – dise que la victime était d'accord parce que "nous sommes amoureux". Imaginons le cas, assez classique, d'un beau-père. Non. Il y a une présomption irréfragable de non-consentement en dessous de dix-huit ans.

Il y a eu beaucoup de discussions au sein de notre commission pour savoir si on ne devait pas renverser la charge de la preuve dans les autres situations. Cette solution-là n'a pas été adoptée, sinon qu'on a une définition – c'est vrai, il y avait une forme de jurisprudence du consentement, vous avez raison. Mais maintenant il y a un certain nombre de situations dans lesquelles, si la victime est endormie, si la victime a consommé des stupéfiants ou de l'alcool, il y a une forme de présomption irréfragable de non-consentement. Cela a été largement discuté, cela a été pesé et soupesé.

Il est effectivement important – et c'est l'objet des centres de prise en charge qui sont pluridisciplinaires, comme de vos équipes – d'appréhender la question de la violence de genre et sexuelle. Comme Mme Van Peel, j'ai un peu sursauté. Il est évident que la réponse n'est pas toujours judiciaire, mais elle l'est quand même souvent, pour que la victime soit reconnue victime. C'est cela qui est aussi au cœur même. Oui, si quelqu'un écoute sa parole et dit: "je te crois, je suis sûr que c'est vrai, c'est ce qui s'est passé", mais lorsqu'il y a une vérité judiciaire...

Souvent, cela a été la déception à cause de la prescription. Mais ce n'est plus le cas. Nous avons voté l'imprescriptibilité il y a quelques années pour les crimes sexuels à l'égard de mineurs. Il y a donc la possibilité que la parole se libère. Quand des victimes sont crues, cela incite d'autres victimes à livrer ce qu'il s'est passé, et à ne pas considérer que c'est quelque chose qui s'est passé dans un huis clos familial. Nous savons que les violences sexuelles à l'égard des mineurs concernent six cas sur dix de violences sexuelles.

C'est évidemment un enjeu majeur que les victimes soient crues, reconnues victimes non seulement pour elles mais aussi pour permettre à d'autres de dire "on vous croit maintenant". Avec les mouvements MeToo, etc., on sait qu'il y a eu une avancée majeure mais qui reste quand même trop timide par rapport à cela.

Vous avez dit qu'au niveau du barreau, il y aura une collaboration avec les centres de prise en charge. Moi, je préconise que la plainte à police puisse être accueillie à l'hôpital directement. En effet, demander à une victime de raconter son histoire et, ensuite, lui demander d'aller à la police pour la répéter est problématique. Il faut qu'il y ait systématiquement une possibilité. La police se déplace-t-elle systématiquement?

**Pierre Monville:** Dans chaque CPVS, il y a une cellule qui est présente et qui est de garde. Si la victime ne souhaite pas porter plainte, sa plainte ne sera pas reçue. Mais, de ma compréhension, si la victime souhaite déposer une plainte, un policier est systématiquement présent.

**Vanessa Matz (Les Engagés):** (...)

**Pierre Monville:** Non, mais dans le CPVS, il y a une cellule de garde. Et, pour ce qui concerne Bruxelles, j'ai entendu Mme Liétard du CPVS de Bruxelles en parler, tous les dossiers de violences sexuelles sont concentrés et dirigés vers le CPVS. Il n'y a donc plus un hôpital qui ne renvoie pas directement au CPVS. J'espère que ce sera partout la même chose. Il y a encore quelques

CPVS à ouvrir. J'espère qu'on pourra offrir les mêmes garanties, le même service à toutes les victimes sur le territoire.

**Vanessa Matz** (Les Engagés): La réponse judiciaire dépend évidemment des victimes qui ne veulent pas déposer plainte pour des questions, comme vous l'avez expliqué, liées à la famille, etc.

De manière générale, tôt ou tard... Je dis toujours que les CPVS sont une solution mais dans le cas des incestes, souvent, la parole se libère après dix ou quinze ans ou même vingt ans. Ce n'est évidemment pas une réponse. Comment fait-on par rapport à cela parce que c'est à cela pour l'instant que nous sommes confrontés? Non seulement, pour les affaires des années 70 dont on a parlé, il y a prescription mais, en plus, les CPVS ne sont plus une réponse à ce moment-là puisqu'on a passé vingt, trente, quarante ans parfois. Comment fait-on par rapport à cela? Ce sont souvent des cas d'inceste mais pas uniquement. Comment fait-on pour accueillir cette parole-là, pour pouvoir aider la victime qui, souvent à l'occasion d'une amnésie traumatique, n'a pas su libérer la parole? Comment fait-on? Quels sont pour vous les outils? Considérez-vous être assez armés pour des situations qui datent d'il y a plusieurs années et pour lesquelles la victime a envie d'être reconnue comme victime, même si les années se sont écoulées?

**Claire Cervello**: Il y a plusieurs points qui ont été évoqués. Je pense que le fait d'avoir des cellules spécialisées est une très bonne chose. Nous sommes maintenant sept dans la section EVA et nous ne sommes sûrement pas assez, comme je l'ai dit, pour prendre en charge toutes les victimes qui se présentent au sein de la zone. C'est toujours à double tranchant. On le voit au niveau de la police, s'il y a des cellules super spécialisées, en général, les autres collègues se disent qu'on peut diminuer l'importance accordée à cette matière-là.

Le point qui a été soulevé sur la nécessité d'évaluations transversales qui disent ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, ce qu'il faut encore améliorer, où il faut former, est indispensable parce qu'on ne pourra jamais retirer les policiers de première intervention qui font de tout. Ils vont sur des viols. Ils ont des contacts avec des victimes de violences intrafamiliales. On ne pourra jamais se dire qu'on a des policiers spécialisés en la matière qu'on envoie juste pour cela. La police n'aura jamais cette capacité-là ou alors il faudrait tripler le nombre de policiers.

Il faut qu'ils soient tous formés, on est entièrement d'accord. Il y a une formation de base qui existe. Je pense que la mentalité de la police évolue

beaucoup en la matière. Les collègues se forment, s'informent mais il faut aussi pouvoir leur donner la capacité de le faire.

On parlait de prendre des auditions spécialisées. Les auditions qu'on fait, on les fait sur une demi-journée, voire une journée d'office chez EVA, parce qu'on a la capacité, parce qu'on a le temps. C'est pareil dans les CPVS. Quand on va travailler au CPVS, quand on est activé pour une victime, nos auditions prennent trois, quatre heures et une intervention moyenne, du début jusqu'à la fin, c'est sept heures. Or, c'est impossible de se dire, avec la capacité qu'on a, que chaque policier de terrain, quand il va sur une intervention de police, peut passer sept heures sur cette intervention-là. Ou alors, quand vous avez téléphoné pour votre voiture ou pour votre voisin qui vous dérange, vous devez attendre le lendemain pour que la police arrive.

Il faut se rendre compte qu'en termes de capacité et de temps, même si on a envie de bien faire, même si les policiers ont envie d'être compétents en la matière, cela reste compliqué parce qu'ils n'ont pas les moyens techniques de pouvoir bien faire. Quand ils vont chez une victime, ils ont juste – pour le moment – un bic et un bout de papier. Alors oui, on évolue au niveau des moyens technologiques mais tous les policiers n'ont pas un ordinateur pour prendre des auditions sur place. Je pense qu'il faut aussi réfléchir. Si on veut évaluer, il y a la formation et la connaissance par les policiers mais aussi les moyens qu'on va leur fournir pour pouvoir faire du travail de qualité.

On parlait de la justice et de la question d'éventuelles chambres spécialisées. Moi, je pense que la violence de genre reste quelque chose de général et qui reprend les différents points. Si on spécialise trop certaines chambres, soit des dossiers vont passer à la trappe, soit on va chacun regarder avec notre petite vision, ce qui retirera des connaissances générales. Une étude a été réalisée en Belgique sur les cas de violence intrafamiliale, donc sur les procès-verbaux qui étaient faits par la police en termes de violence intrafamiliale. De la violence sexuelle était reprise dans seulement 25 dossiers des 4 500 dossiers qui étaient entrés! Cela signifie que le policier n'est pas formé à détecter la violence sexuelle dans la matière de la violence intrafamiliale. Et donc, je me dis que, si on n'est déjà pas capables de détecter cela, si on commence à spécialiser les différentes chambres et les différentes réponses de la justice, on va passer à côté de choses qui sont liées, connexes et qu'il faut pouvoir juger de manière globale.

Pour le dernier point, sur la reconnaissance de la

victime, cela me paraît en effet essentiel. La justice remplit cette fonction: si la victime dépose plainte, c'est une forme de reconnaissance. Beaucoup de victimes en ont besoin. Pour le moment, c'est la seule réponse reconnue officiellement dans notre société. Si un psychologue vous dit: "Oui, oui, vous avez été victime", cela n'aura pas le même écho que si vous avez déposé plainte et que cela a été acté dans un procès-verbal. Soit il faut travailler sur la reconnaissance de la victime soit il faut travailler au niveau de la justice. En effet, le dépôt d'une plainte est rarement en adéquation avec la décision finale de la justice, cf. le nombre de classements sans suite dans les dossiers de violences sexuelles. La victime va être reconnue comme telle parce qu'elle a déposé plainte, mais elle ne le sera pas à travers la réponse finale de la justice. De nouveau, il y a un problème entre les deux. C'est extrêmement compliqué, puisque c'est parole contre parole, que certains éléments manquent et que la justice ne fonctionne pas pour reconnaître la victime, mais pour défendre le droit commun.

Pour spécifier, chez EVA, nous avons reçu pas mal de victimes d'inceste et de violences anciennes dont l'auteur est décédé. À l'écoute des premiers cas, nous nous sommes dit que cela ne rentrait pas dans nos missions, puisque l'auteur étant décédé, nous savions qu'il n'y aurait pas de poursuites. On ne peut pas poursuivre un mort. Puis, nous nous sommes dit que cela faisait partie de nos missions et que nous allions prendre le temps d'accueillir ces victimes, de dresser un procès-verbal et de renvoyer le tout au parquet pour que le statut de victime soit reconnu. Quoique cela soit bien fait, ce n'est pas prévu dans notre travail. En tout cas, il faut être spécialisé pour prendre le temps et les moyens d'aller au bout des choses. De nouveau, il faudrait pouvoir y réfléchir plus globalement afin d'obtenir une réponse commune de la police et de la justice.

**Pierre Monville:** S'il faut créer des tribunaux qui ont une compétence dédiée, il faut lier les deux. Désolé de le dire. Mais la violence intrafamiliale est le terreau de l'autre. Et c'est en agissant là, en amont, qu'on pourra éviter d'avoir des victimes de violence sexuelle. Une fois que la violence sexuelle est passée par là, c'est quasiment irréparable. Ce n'est pas pour dire que la violence intrafamiliale ne l'est pas, mais si on peut globaliser le tout, cela permettra d'éviter que certaines histoires aillent trop loin.

Au sujet de la formation, je ne pense pas me tromper en disant que pour les magistrats, la formation est obligatoire. Il y a une formation sur les questions de violence qui fait quatre jours et qui est obligatoire. Mais de nouveau, il y a la formation,

et ce qu'on en fait. On ne change pas les mentalités en donnant une formation. Il faut faire des formations permanentes et les financer. Je pense que c'est un effort qu'on n'est pas encore prêts à fournir dans le contexte actuel.

Je veux reparler de la notion de consentement. On y a réfléchi. On n'y est pas arrivés. Si le nombre de dossiers ne diminue pas... Les Espagnols ont pris une solution radicale. Je suis plutôt avocat de la défense à la base. Donc je ne vais pas dire que je jette à la trappe la présomption d'innocence. Mais ne revient-il pas au politique, à un moment donné, de prendre une mesure emblématique, en disant que là, on s'écarte de ce principe, parce qu'on veut que cela ait un impact sur le comportement des uns et des autres?

Pour les dépôts de plaintes pour les dossiers qui sont perdus d'avance, j'entends ce que dit Mme Cervello. C'est là que c'est un peu un piège. La machine pénale est la machine la plus lente qui soit. Je pense que de toutes les administrations, même si je ne veux pas faire un hit-parade, c'est vraiment celle qui avance le plus lentement. On ne peut pas créer de faux espoirs. Quand les services EVA reçoivent une personne, c'est bien de la recevoir, mais c'est se priver d'entendre d'autres victimes, peut-être, dont le dossier est toujours actif. Les capacités doivent être allouées de manière optimale...

**Vanessa Matz** (Les Engagés): Vous parlez d'auteurs qui sont toujours vivants. (...)

**Pierre Monville:** Là, on est sur un dossier actif; donc il n'y a pas de problème.

La loi a changé en matière de prescription pour les faits commis sur mineurs (2019). Si quelqu'un a fait l'objet d'abus sexuels en 1995 et qu'il dépose plainte en 2024, personne ne va prendre le dossier et le mettre en dessous de la pile. Il sera traité de manière efficace.

**Vanessa Matz** (Les Engagés): (...)

**Pierre Monville:** Les délais d'intervention sont un petit peu en décalage. Mais ces dossiers seront traités. La question de la preuve va rester. Parce que c'est bien beau d'allonger le délai de prescription ou de rendre des infractions imprescriptibles, cela ne vous donne pas plus de moyens de preuve. C'est toujours un problème: ne pas créer de fausses attentes auprès des victimes.

**Greet Daems** (PVDA-PTB): Ik dank u voor uw uiteenzetting. Ik heb nog een aantal vragen voor mevrouw Cervello en mevrouw Swennen. De heer Monville had het daarnet over versnippering. Is dat

iets wat u ook ervaart? Is er vandaag veel versnippering in de politieaanpak van seksueel en intrafamiliaal geweld? Hoe zouden we dat volgens u kunnen aanpakken? Bijkomend, wat is er nodig om een meer coherente en betere politieaanpak van seksueel geweld te bekomen?

Specifiek voor mevrouw Cervello heb ik nog een aantal vragen over de cel EVA. Ik dacht dat die nu al werkzaam was in vijf politiezones in Brussel, maar u had het daarnet over zeven. Verbeter mij zeker als ik het verkeerd voorheb. Hoe ervaart u die uitbreiding? Heeft dat voor verbetering gezorgd wat betreft de aanpak en opvolging van seksueel misbruik en intrafamiliaal geweld? De PVDA heeft een resolutie ingediend die de veralgemening vraagt van de werking van de cel EVA naar het hele land. Denkt u dat dit nodig is? Hoe zouden we dat dan best kunnen aanpakken?

**Valerie Swennen:** Wat betreft de versnippering, ik kan dat alleen beamen. Dat raakt zeker aan het punt dat ik daarnet al aankaartte. Er zijn zoveel verschillende projecten die opgestart worden en die soms heel mooie resultaten opleveren, maar dan weer verdwijnen. Ik ben zeker pleitbezorger om bestaande zaken te bekijken, te evalueren en te ondersteunen in plaats van steeds nieuwe projecten op te starten.

Dat raakt dan weer aan de ontwikkeling van de cel EVA, waarbij de collega's elkaar al meteen hadden gevonden. Eigenlijk bestond die richtlijn al, de richtlijn dat elk politiekorps over een lokaal moet beschikken dat apart is ingericht om slachtoffers op te vangen en dat het liefst ook is voorzien van de mogelijkheid om een audiovisueel verhoor af te nemen.

De politiezone waar ik zelf werkzaam ben, heeft zo'n lokaal. Zonder afbreuk te doen aan het fantastische werk dat mijn collega doet - ik ben groot voorstander van deze manier van werken - denk ik dat dit een mooi praktijkvoorbeeld is van een bestaande richtlijn die in sommige politiezones een beetje dode letter is gebleven. In het Brusselse hebben ze daarvoor initiatief genomen en er capaciteit in gestoken. Dat zorgt voor een reanimatie van een bestaande richtlijn, waar ik voorstander van ben.

Omdat uw vraag zo pertinent is, wil ik zeker ook meegeven dat ik de structurele kwaliteitscontrole bij politiediensten heel sterk mis. Wij hebben de ontwikkeling van de ZSG gehad, een prachtig initiatief, maar we spreken dan wel over slachtoffers van acuut seksueel geweld die zich kunnen aanbieden binnen de zeven dagen. Zij worden dan naar het ZSG geleid. Er wordt forensisch onderzoek gedaan. Ze worden

opgevangen en opgevolgd. Dat is prachtig. Men zal dan maar de pech hebben dat de verkrachting acht dagen geleden plaatsvond. Dan zal men maar de pech hebben dat men nog altijd de aangifte moet doen bij die onthaalmedewerker die misschien geen enkele opleiding heeft genoten om zedenslachtoffers te horen.

Opnieuw, in sommige politiezones is er structureel iets voorzien voor slachtoffers van seksueel geweld in dergelijke gevallen. Dat kunnen ook slachtoffers zijn van feiten van twintig jaar geleden, die omwille van de *closure* in hun therapeutisch proces zeggen: dit is de allerlaatste stap is die ik wil zetten, ik weet dat het verjaard is, ik weet dat mijn pleger niet vervolgd zal worden, maar toch wil ik nog klacht komen indienen, want nu kan ik eindelijk woorden geven aan mijn verhaal. Nu wordt dat eindelijk officieel. Ik verwacht zelfs geen vervolging, maar nu kan ik eindelijk mijn verhaal afronden.

Zo heb ik heel veel slachtoffers gesproken. Ook die slachtoffers, degenen die acht dagen geleden verkracht werden of degenen die twintig jaar geleden het slachtoffer zijn geworden, verdienen dat ze hun verklaring en hun verhaal kunnen komen brengen bij iemand die opgeleid is om met zedenslachtoffers om te gaan. Dat is nog altijd niet structureel voorzien bij de politiediensten.

Ik maak het even theoretisch. Elke politieorganisatie, elk korps, heeft zeven basisfunctionaliteiten zoals onthaal, wijkwerking, recherche enzovoort. Ik vind het een gemiste kans dat men destijds de dienst jeugd en gezin of de dienst intrafamiliaal geweld apart heeft gehouden.

Een materie van intrafamiliaal geweld, verontrusting rond jongeren, zweeft bij korpsen altijd ergens tussen een aparte dienst Jeugd en Gezin of recherche. In sommige politiezones wordt dat sociale politie of sociale recherche genoemd, maar ook de benamingen Jeugd en Gezin of Team Personen komen voor. Het heeft overal een andere naam, maar het is structureel niet ingebed in de werking van een korps.

Dat impliceert een gebrek aan kwaliteitscontrole. Dat maakt dat wij in de behandeling van deze materie heel dikwijls overgeleverd zijn aan politiemensen die volledig overtuigd zijn om te werken op die materie, maar heel hard vanuit hun goodwill. Wie het geluk heeft, zoals ik mocht ervaren in mijn korps, een beleid te hebben dat de politiemedewerkers ondersteunt in hun goede intenties, kan mooie dingen realiseren, maar ik kan u verzekeren dat er vandaag nog steeds politiekorpsen bestaan waar de slachtoffers die zich aanbieden, wandelen worden gestuurd. Dat is

een gevaarlijke uitspraak, maar ik durf dat hier te zeggen.

**Claire Cervello:** Je rejoins ma collègue. En l'entendant parler, je me dis que nous sommes dans deux zones de police complètement différentes. Nous ne nous connaissions pas avant de nous rencontrer aujourd'hui et nous avons les mêmes constats. C'est dire qu'il y a un manquement. Il y a quelque chose qui coïncide quelque part.

Le domaine des violences sexuelles a quelque chose de très personnel. Il y a beaucoup de collègues qui ne sont pas du tout à l'aise avec la matière, cela mérite donc une formation. Pour la matière des violences intrafamiliales, c'est pareil. Et puis, ce sont des sujets qui touchent tout le monde. On l'a dit, 90 % des faits de violences sexuelles sont commis par quelqu'un que la victime connaît. Ce n'est pas juste le pervers qu'on croise au coin d'une rue, donc cela touche aussi au niveau personnel, familial, des amis...

Pour la violence intrafamiliale, c'est pareil: où est-ce qu'on met le niveau? Est-ce que c'est la dispute, la claqué? Chacun est renvoyé à son vécu et je pense que beaucoup de policiers doivent être... Ce sont des sujets qui sont très forts dans l'actualité maintenant et on commence à se rendre compte de toutes les implications que cela a dans la société. Je pense que la police doit s'autoévaluer et se former beaucoup plus en la matière pour avoir une réponse adéquate.

Pour revenir sur la section EVA, effectivement on était cinq en 2020 quand elle a été créée, nous sommes actuellement sept dans notre zone de police à faire partie de cette section. Il y a cinq zones de police sur l'arrondissement bruxellois. Sous l'impulsion de Mme Ben Hamou l'année passée, elles ont toutes reçu des subsides pour créer des sections EVA. Je trouve que c'est une très bonne chose car je crois que le fait d'en parler et de mettre cela à l'ordre du jour ne peut qu'être bénéfique pour l'accueil des victimes.

Maintenant, on se rend compte que chaque zone de police fonctionne comme bon lui semble et répond aux directives générales de la façon dont elle veut. C'est peut-être pour ça qu'on arrive au même constat. Chaque zone peut répondre de la manière dont elle veut. Chez nous, à POLBRU, on est sept. Dans d'autres zones de police de l'arrondissement bruxellois, la section EVA consiste en un numéro de téléphone où on va tomber sur quelqu'un de spécialisé dans une section famille/jeunesse ou dans une section mœurs qui s'occupe des faits de violences sexuelles.

Il faut encourager l'amélioration de l'accueil des victimes, mais chaque zone met cela en place comme elle veut. Sur l'arrondissement bruxellois, il y a six zones de police: cinq zones ont une section EVA actuellement et la sixième devrait être lancée en 2024.

**Servais Verherstraeten (cd&v):** Ik zou nog even terug willen komen op een aantal vragen die gesteld zijn met betrekking tot opleiding en de open deur die is ingetrapt door mevrouw Swennen dat je in bepaalde zones te wandelen wordt gestuurd, wat nogmaals een koude douche is, nadat men al het slachtoffer is geweest van dermate ernstige vergrijpen.

In het veiligheidsplan van 2022-2025 staat eigenlijk dat er een gebrek is aan uniformiteit in de opleidingen met betrekking tot intrafamiliaal en seksueel geweld, dat er geen kwaliteitscriteria zijn en dat een overzicht ontbreekt. We stellen vast dat er niet in elke zone een referentiepolitieambtenaar is om te voorkomen wat u daarnet hebt gezegd.

Hoeveel tijd hebben we nodig en wat moeten we doen om ervoor te zorgen dat minstens in elke zone of minstens in elke afdeling van een parket een referentiepolitieambtenaar voorhanden is, die desgevallend binnen de 48 uur een slachtoffer contacteert wanneer een slachtoffer naar een politiezone gaat zonder een gespecialiseerd iemand? Dit zou de uniformiteit doen toenemen.

Ik verwijs naar de goede praktijk bij de Brusselse balie en de al of niet uitbreiding over de rest van de balies. Er is opleiding in de politie. Ik neem aan dat er ook opleiding is voor de magistratuur. U leidt als het ware zelf op, met heel veel vrijwilligheid, binnen de balie. Is het voor uniformiteit over al die domeinen heen niet aangewezen om met de drie veiligheidsactoren, waar ook de advocatuur een rol heeft te spelen, opleidingen te doen met een gemeenschappelijk kader met kwaliteitscriteria? Dat kan het niveau van de opleiding misschien opkrikken. Of is dit nonsens en moet die cesuur wel bestaan?

Ten slotte en ten derde, mevrouw de voorzitter, Nederland heeft een heel goed systeem, omdat er soms gêne is bij slachtoffers, om naar de politie te stappen. Er wordt in Nederland duidelijk een onderscheid gemaakt tussen een melding en een aangifte. Een melding wordt genoteerd. Daarvan wordt geen proces-verbaal opgesteld. De melding wordt gedurende tien jaar bewaard. Het is heel interessant om meldingen te krijgen van diverse slachtoffers, waarin telkens de naam X valt. Dat zou dan een rood lampje moeten doen oplichten.

Bestaat dat ook bij ons? Wij hebben immers de Nationale Gegevensbank, waarin meldingen staan. Gebeurt dat daar? Worden die meldingen daar ook zo lang bewaard? Het lijkt mij immers fundamenteel in het sneller ophelderen van misdaden of ontdekken van misdadigers. Het ontdekken van een misdadiger betekent immers ook het voorkomen van volgende feiten. Bestaat die goede praktijk of kunnen wij die goede praktijk invoeren in België?

De **voorzitster**: Mag ik, vooraleer het antwoord wordt gegeven, even in pikken?

Professor Keygnaert, die via streaming volgt, heeft over die opleiding enigszins gelijkaardige vragen. Mag ik een en ander nuanceren? Anders krijgen wij een overlap. Ze heeft zelfs de moeite gedaan haar vragen in het Frans op te schrijven en door te sturen naar mij.

C'est une question spécifique pour Mme Cervello. Elle demande s'il est possible de donner plus d'informations sur le contenu des formations données. Dans quelle mesure ces formations sont-elles données au sein de la police en Flandre, à Bruxelles, en Wallonie? Quel est le groupe cible au sein de la police? Ça, c'est la première question sur la formation.

Ensuite, pour maître Monville, sur les formations. Avez-vous reçu des subsides pour créer le contenu et pour donner les formations? Qu'est-ce que les avocats paient eux-mêmes comme frais d'inscription?

Die vraag is ingegeven door het feit dat tijdens de coronaperiode er van het Vlaams Agentschap Justitie blijkbaar wel een financiële ondersteuning was voor de balie om opleidingen te volgen, die later werd stopgezet. De balie vond de prijs op de markt echter iets te hoog en geeft de opleiding dan ook niet meer.

Mijnheer Verherstraeten, ik verontschuldig mij voor het feit dat ik even inbreek, maar vermits u vragen stelde over vorming, kunnen wij zo het hoofdstuk in zijn geheel behandelen.

**Claire Cervello**: Au niveau de la formation, dans la formation de base de tout policier, il y a un volet accueil des victimes, il y a un volet sur les violences sexuelles, sur les violences intrafamiliales. Après, sur un an de formation, si je ne me trompe pas, il y a un package de vingt heures?

**Valerie Swennen**: Trente-huit heures de "Comment recevoir une victime".

**Claire Cervello**: Donc il y a trente-huit heures,

donc une semaine, sur un an de formation, sur "Comment recevoir une victime". Donc, voilà.

**Valerie Swennen** : Tout ce qui est sexuel, c'est...

**Claire Cervello**: Après, à voir si, entre la formation qu'on reçoit et puis la transposition sur le terrain... Je pense que c'est un peu ce que M. Monville disait aussi. C'est de se dire: il y a tout ce qu'on reçoit en formation, et puis après, il y a la mise en pratique, il y a sa propre façon de faire. Puis, ce qu'on a vu en théorie, le transposer avec d'autres collègues qui ont d'autres pratiques, qui nous enseignent une autre manière de faire.

Mais dans la formation de base de tout policier, il existe un module de formation pour l'accueil des victimes.

Au niveau de chaque zone de police, il existe a priori une formation sur les violences intrafamiliales. Je pense que toutes les zones de police développent plus ou moins leurs formations, qui doivent être reconnues au niveau fédéral pour que ce soit barémique chez nous. Mais il y a des formations qui existent, je pense. Après, c'est chaque zone de police qui va créer sa propre formation. C'est souvent donné par des policiers pour des policiers. À savoir, est-ce que cette formation est tout à fait en adéquation avec ce que le monde théorique et praticien nous apprend au fur et à mesure de ce que la société évolue et découvre à ce sujet-là? Je ne suis pas toujours sûre de ça.

Au niveau des formations EVA, on s'est autoformées. On a été chercher, pas au niveau policier, mais en général, au niveau académique, des colloques, des formations qui se donnaient dans ces domaines-là, pour être au plus à jour là-dessus; et on a donné des formations aux autres zones de police l'année passée. On donnait trois jours de formation sur les violences sexuelles et sur les violences intrafamiliales, avec des partenaires externes, pour former les policiers qui allaient intégrer les autres sections EVA sur l'arrondissement bruxellois.

Les formations ont été données l'année passée. A priori, cela ne devrait pas être reconduit l'année prochaine, puisque les sections existent dans les autres zones de police bruxelloises. Ce n'est pas encore à l'ordre du jour ni en Wallonie ni en Flandre, à ma connaissance, de créer des sections EVA.

De nouveau, pour moi, ce n'est pas forcément le but. Le but, c'est d'améliorer l'accueil des victimes. Chaque zone de police fait un peu comme elle peut, en fonction de ses capacités, de sa réalité de

terrain.

Moi, je pense que le but, c'est d'améliorer l'accueil en règle générale et pas forcément de créer des sections EVA partout, même si ça peut être une très bonne chose quand même pour mettre l'accent là-dessus. (*s'adresse à Valerie Swennen*) Je ne sais pas si tu veux... au niveau de la formation?

**Valerie Swennen:** Er is een basisopleiding. Ik geef een module van die basisopleiding. Die is echter zeer beperkt. De basisopleiding is, zoals het woord zelf zegt, een basis. Eenmaal een politieambtenaar operationeel is, kan hij wel opleidingen volgen. Heel vaak ziet men dat dit afhangt van de persoonlijke affiniteit of interesse of men intekent voor een bepaalde opleiding. Elk korps organiseert zich ook zoals het zelf wil. Er zijn korpsen waar opleidingen rond intrafamiliaal geweld structureel voorzien worden, maar dat gebeurt niet overal.

Mijnheer Verherstraeten, op het vlak van de werking en de organisatie van de politiekorpsen moeten wij nog iets meer kijken naar kwaliteitscontrole, structureel. Ik geef een voorbeeld, met betrekking tot mijn werk als referentiepersoon intrafamiliaal geweld in het korps waar ik werk. Er is een aanbeveling van het Comité P, dat een rapport schreef na corona waarin bekeken wordt hoe een slachtoffer van intrafamiliaal geweld wordt opgevangen door de politiediensten. Een heel specifiek puntje ging over de rol van de wijkagent, die eigenlijk ondergewaardeerd wordt. Ik heb dat opgepikt. Wij hebben in ons korps een werking ontwikkeld waarbij wij de wijkagent betrekken bij hercontacten. Ik heb aan alle wijkagenten in ons korps een opleiding gegeven over wat intrafamiliaal geweld is, over de belangrijke aandachtspunten.

Ik kom nu terug bij de discussie over eerstelijns politiewerk, tweedelijns politiewerk en gespecialiseerd werk. Ik heb mijn wijkagenten, mijn collega's, heel hard proberen gerust te stellen, door duidelijk te maken wat ik van hen als wijkagent verwacht en wat niet. Men kan niet van elke politieambtenaar, van elke magistraat, van wie dan ook verwachten dat hij alles kan en doet. Dat gaat gewoon niet.

Wij mogen wel een soort van basisdienstverlening verwachten, waarbij er kwaliteitscontrole nodig is. Dan moeten wij het gaan bekijken, vanaf het moment dat het wat meer gespecialiseerd is. U geeft een heel mooi voorbeeld, uit een meer rurale omgeving, waar een politiecommissariaat niet 24 uur op 24 bereikbaar is. Daar zou men perfect kunnen werken met een systeem waarbij de korte

melding van de aangifte van bijvoorbeeld seksueel geweld wordt genoteerd, waarna wordt overgegaan tot een contactname binnen een bepaalde gedefinieerde periode, om dan een omstandige verklaring te hebben en een dossier op te laten starten door een gespecialiseerde medewerker.

Dat vraagt dat de werking van een politieorganisatie structureel wordt herbekeken.

Voor de volledigheid, in België wordt een melding niet opgenomen in de Algemene Nationale Gegevensbank. In de ANG kunnen wij enkel zaken opnemen op basis van een aantal criteria, zoals een bekentenis, convergerende getuigenissen of bewijslast. Meldingen worden geacteerd en daar blijft het bij. Meldingen gaan niet naar het parket, daar wordt verder eigenlijk niets mee gedaan. Vanuit intrafamiliaal geweld zal ik meldingen altijd wel bekijken, bijvoorbeeld om na te gaan of we beeldvorming hebben die nog niet in het dossier zit. Daarin verschilt onze werking van Nederland.

**Servais Verherstraeten (cd&v):** Wat moet er veranderen opdat meldingen structureel wel worden genotuleerd, op informaticatechnische wijze, zodat het een bron van informatie kan zijn voor politiemensen? Als bijvoorbeeld een naam steeds terugkeert, kan een politiemedewerker op basis van verschillende meldingen bijvoorbeeld beslissen om toch een dossier op te starten, zelfs al is er geen klacht ingediend.

**Valerie Swennen:** Ambtshalve dienen we natuurlijk enkele verplichtingen te vervullen. Als politieambtenaar heeft men meldingsplicht. Als een slachtoffer bijvoorbeeld zonder een klacht in te dienen wil komen vertellen door een oom te zijn verkracht, dan is de politieambtenaar verplicht om ambtshalve proces-verbaal op te stellen. Dat garandeert echter nog niet dat die informatie wordt opgenomen in de ANG. Daarvoor zijn namelijk een bekentenis, bewijslast, convergerende getuigenissen of aanverwante zaken nodig. Ik kan onmogelijk antwoorden op uw vraag, want het zou ons veel te ver leiden in de werking van de politie. Natuurlijk zijn bepaalde richtlijnen van kracht. Naast de wet op het politieambt, de WPA, gelden de MFO-3 en andere richtlijnen.

Maar ik kan slechts herhalen dat een structurele kwaliteitscontrole naar mijn gevoel ontbreekt. Wanneer een inspecteur een steek laat vallen, kan die daarop door een hoofdinspecteur worden aangesproken. Na de hoofdinspecteur hebben we nog de commissaris, het diensthoofd, het afdelingshoofd en de korpschef. De werking van een korps, de kwaliteitscontrole daarop, zou structureel opgevolgd moeten kunnen worden. Ik

denk dat die suggestie duidelijk is.

**Pierre Monville:** Kort wil ik nog antwoorden op de vragen over een gemeenschappelijke opleiding voor zowel magistraten, politiediensten als advocatuur.

Als u ons programma leest, zult u zien dat niet alleen de leden van de cel EVA dat ontvangen, maar ook de procureur des Konings van Brussel en de procureur-generaal van Brussel. Iedereen komt aan bod. De balie heeft de deuren al opengezet. Dat is een pluridisciplinaire aanpak en dat is wat iedereen in de toekomst zal moeten doen.

Enfin, des questions de budget ont été posées et semblent intéresser certaines personnes.

On peut vous dire qu'on a effectivement reçu des budgets. Pour les formations que nous dispensons, c'est le Centre d'Égalité fédéral qui nous a octroyé 18 600 euros pour 2023 et 43 400 euros pour 2024. Nous donnerons en 2024 trois cycles de formation. Ces budgets-là viendront en diminution des prix que nous demandons aux avocats qui participent. De mémoire, je crois que la formation de quatre jours coûte 135 euros. Mais, comme j'ai juré de ne dire que la vérité, je le dis avec certaines réserves, de manière à ce qu'on ne m'en tienne pas rigueur si ce que je viens de vous dire n'est pas tout à fait exact.

Alors, nous avons également signé un contrat avec Mme Ben Hamou, la secrétaire d'État à l'Égalité des Chances du côté bruxellois. Un budget de 60 500 euros est prévu pour financer surtout le *back-office*, c'est-à-dire toutes les activités liées à la mise en place de la permanence. Il faut rédiger des folders. Nous avons dû engager quelqu'un qui doit fatalement répondre aux demandes quand la permanence est activée.

Voilà les budgets que nous avons obtenus auprès de ces institutions publiques.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Heel kort, want het was inderdaad een interessante vraag. Als er een pv wordt opgesteld, zal die informatie in de ANG terecht komen, maar als er geen klacht wordt ingediend, kan men dan bijvoorbeeld niet met een RIR werken die dan wordt ingevoerd of is dat juridisch nog niet voorzien?

**Valerie Swennen:** Vanaf het moment dat wij kennis krijgen van een strafbaar feit, kunnen wij ambtshalve een pv opstellen. Een RIR stelt men op als men zogenoemde zachte info heeft, wat meer randinformatie, aanwijzingen dat er iets aan de hand is. In principe moeten wij echter zodra wij kennis krijgen van een strafbaar feit ambtshalve

een pv opstellen. Op die manier komt dat wel bij het parket en kan het parket ambtshalve een onderzoek starten.

Daar raken wij weeral aan de dualiteit van wat een slachtoffer nodig heeft: een slachtoffer heeft erkenning nodig, maar heeft ook de behoefte om weer controle te krijgen over haar of zijn leven. Er is echter ook maatschappelijk de verantwoordelijkheid om er toch voor te gaan om de plegers in beeld te krijgen. Bij intrafamiliaal geweld is het niet anders. Dan gaan wij soms op een heel laagdrempelige en discrete manier contact zoeken met een slachtoffer om eens te gaan luisteren wat er aan de hand is en zo aan dossieropbouw te doen enzovoort. Eigenlijk is dat echter wel voorzien, dat ambtshalve opstellen van een pv.

**Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen): Daarnet waren er bij een aantal mensen van het panel wat opmerkingen over proefprojecten.

(...)

Ja, ik kan dat stukje begrijpen, maar er zijn ook goede voorbeelden van zaken die begonnen zijn met een proefproject en die uiteindelijk beleid zijn geworden na een positieve evaluatie. Neem nu de zorgcentra na seksueel geweld. Als men in Gent niet begonnen was na te denken over hoe men dat zou doen... Dat bleek succesvol te zijn en men heeft het verder uitgerold. Ik heb daarnet verwezen naar code 37, waardoor het Antwerpse parket constateerde dat het aantal seponeringen daalde. Dat was dus een goede methode. Nog vroeger was er ook het voorbeeld van de drugsbehandelings- of herstelkamers.

Achteraf gezien zou men de vraag kunnen stellen waarom dat niet vroeger werd gedaan en veralgemeend, maar vaak heeft men een proefproject nodig om het op gang te trekken en de positieve en negatieve dingen te evalueren enzovoort. Ik was dus een beetje verrast dat men wat kritisch was over proefprojecten, maar ik denk dat er ook positieve voorbeelden te vinden zijn.

**Valerie Swennen:** Wij hebben elkaar daar misverstaan. Ik ben daar een zeer groot voorstander van.

Ik ben kritisch wat betreft de bestaande richtlijnen die niet worden nageleefd. Daarnaast plaatst men dan een proefproject dat dan na zes maanden wordt afgevoerd, terwijl wij heel mooie resultaten zien. Dan vraag ik mij af waar wij onze energie in steken. Dat is mijn boodschap. Laat ons versterken wat bestaat en wat goed en nodig is en waar wij nieuwe dingen kunnen creëren... Uiteraard.

De **voorzitster**: Zijn er nog andere vragen, collega's?

**Sophie De Wit (N-VA)**: Ik heb er nog eentje. Ik zou nog even willen terugkomen op de toestemming. Wij weten – het is ook aangekaart – dat minderjarige kinderen geen toestemming kunnen geven. Stel dus dat men zou meegaan in het idee dat de bewijslast wordt omgekeerd en dat men ervan uitgaat dat er geen toestemming is. Bij kinderen is dat vandaag al zo en toch is er bij kinderen een heel hoge seponeringsgraad. De omkering van de bewijslast zal daar dan toch ook misschien niet aan tegemoetkomen, want bij kinderen is die al omgekeerd en daar is er desondanks toch een heel hoge seponeringsgraad. De vraag is wat mij betreft dus eerder hoe wij daar iets aan kunnen doen. Het is natuurlijk vaak woord tegen woord – ik weet het wel – maar ik denk dat wij daar eerst aan preventie – het vermijden – moeten werken en vervolgens, als men toch de stap durft te zetten, moeten wij bekijken hoe wij ervoor kunnen zorgen dat die aangifte geen dode letter blijft.

**Pierre Monville**: Ik denk dat het antwoord ligt in een van de basisprincipes van onze strafrechtelijke procedure, namelijk de bewijsvoering. Een klacht betekent niet dat men ipso facto in staat is om het feit te bewijzen. Die regels blijven... U mag zeggen dat de bewijslast omgekeerd wordt, maar voor de bewijslast heeft men nog bewijs nodig. Als ik zeg dat ik slachtoffer werd van een seksueel gewelddaad, lijkt het mij moeilijk dat een rechter d'office iemand zal veroordelen zonder een meer concreet element. Gelukkig blijven die regels bestaan. Het gaat over een criminaliteit van de intimiteit. U vraagt niet aan uw buur of iemand anders of hij mee wil zijn. De daders van dergelijke feiten zorgen ervoor dat er geen getuigen of sporen worden achtergelaten. Die problematiek zal hoe dan ook blijven bestaan, onafgezien van om het even welke regel die men zou invoeren inzake het vermoeden.

**Valerie Swennen**: Mevrouw de voorzitster, ik wil nog even aanvullen, door opnieuw te refereren aan mijn punt dat wij ter zake een maatschappelijke cultuurverschuiving nodig hebben. Bijvoorbeeld, leerkrachten op school kunnen meer gesensibiliseerd en opgeleid worden voor het herkennen van signalen, om daarna te bekijken of er enige grond voor verontrusting is alsook of er bepaalde signalen zijn. Hoe kunnen wij bij een kind dat in de context van een intrafamiliale situatie misschien misbruik moet ondergaan sneller ingrijpen of voorkomen?

Ten tweede, er is het aspect dat de plegers zich dikwijls niet beperken tot één slachtoffer. Wij moeten daar meer op inzetten. U hebt echter absoluut gelijk op het punt van de bewijslast. Wij gaan niet iedereen opsluiten waarvan wij nog maar een vermoeden hebben dat er iets misloopt. Dat gaan wij niet doen. Wij leven in een rechtsstaat. Wij hebben die bewijslast nodig. Wij kunnen maatschappelijk echter meer inzetten op preventie en herkenning.

**Claire Cervello**: On en revient du coup au fait de travailler aussi sur les auteurs. Le fait d'avoir de la prévention au niveau des auteurs, d'avoir des lignes d'écoute, d'avoir rencontré dans des formations des personnes qui travaillent comme psychologues avec des personnes qui sont des abuseurs, déjà ce n'est pas courant, mais il faut beaucoup plus travailler dessus.

Il y a beaucoup d'auteurs qui, avant le passage à l'acte, en tout cas sur des mineurs, ont des signaux d'alerte. Ce n'est pas quelque chose où l'auteur se dit: "Trop bien, ce matin je vais faire ça, ça va être super chouette, je vais pouvoir en parler avec ma femme ce soir..." Les auteurs se rendent compte en général qu'ils ont un problème, que ce n'est pas valable dans notre société, qu'ils ne peuvent pas. Et puis, petit à petit, ils mettent des stratégies psychologiques en place pour finir par passer à l'acte et commettre un abus. Mais si on peut travailler en amont, s'il peut y avoir des lignes d'écoute, des psychologues formés pour accueillir leur parole, travailler avec eux, à mon avis on pourrait déjà diminuer le nombre d'auteurs.

Dans le deuxième volet, au niveau des violences intrafamiliales, Praxis, qui travaille sur la gestion de la violence physique pour les auteurs de violences intrafamiliales, a de très bons résultats en termes de récidives. Il n'existe absolument rien en termes de violences sexuelles et donc, là aussi, peut-être qu'un travail autre que juste répressif pourrait porter ses fruits. Comme le disait Mme Swennen, la prison n'est pas la réponse. Ce n'est pas en enfermant quelqu'un... Un jugement a été rendu pour un chef scout, qui a pris huit ans. Il a vingt-sept ans maintenant. Il va faire trois ou quatre ans de prison ferme et puis il sortira. S'il n'y a pas un suivi, un travail psychologique ou autre chose qui est mis en place, ce n'est pas la prison qui va solutionner le problème. Donc il y a du travail.

De **voorzitster**: Als er geen vragen meer zijn, dan dank ik onze gasten van vandaag voor hun uiteenzettingen en hun inzichten, die we zeker zullen kunnen meenemen in onze aanbevelingen en rapporten, in de hoop – het mag geen ijdele hoop zijn – dat die ook in beleid kunnen worden omgezet. Er is dus, zoals gezegd, nog veel werk

aan de winkel.

Dank voor uw komst en de tijd die u hieraan hebt besteed.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.50 uur.*

*La réunion publique de commission est levée à 15 h 50.*

Lecture faite, persiste et signe,

.....  
Claire Cervello

Na lezing, volhardt en tekent,

.....  
Valerie Swennen

Lecture faite, persiste et signe,

.....  
Pierre Monville

Lecture faite, persiste et signe,

.....  
Josselin Tricou